
U d'/ of Ottawa
39003002404928

28/5/52

LOUIS BARTHOU

de l'Académie française

LA BATAILLE

DU

MAROC



PARIS

LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION

ÉDOUARD CHAMPION

5, QUAI MALAQUAIS

1919



I

LES MENÉES ALLEMANDES
L'ACTION MILITAIRE

I

La France ne sait pas toutes les batailles qu'elle a gagnées. Elle connaît, sans d'ailleurs les bien connaître, les victoires qui ont, sur son propre sol, des Flandres aux Vosges, arrêté, refoulé et chassé l'envahisseur, mais elle ignore à peu près tout du dehors. Quelques noms d'Orient ont frappé son imagination et flottent dans sa mémoire. Le reste, emporté dans le courant des événements plus prochains, lui a trop longtemps échappé. C'est ainsi que la bataille du Maroc lui est inconnue. Pourtant le Maroc a eu sa bataille, une âpre et rude bataille, que la guerre de 1914 avait trouvée engagée, et qui dure encore. L'armistice du 11 novembre 1918 n'a interrompu les hostilités sur aucune partie du front marocain. En portant ses conditions à la connaissance des admirables troupes d'occupation dont il

est, dans tous les sens du mot, le grand chef, le général Lyautey ajoutait :

« Votre tâche n'est pas finie. Ici notre adversaire n'a pas désarmé. Ignorant des choses d'Europe, aveuglé par les excitations qu'il a subies depuis quatre ans, il ne se rend pas compte encore que le sort a décidé et que rien, dans l'avenir, ne pourra échapper à notre force dégagée de toute entrave. Plus que jamais, il s'agit de lui faire tête.

« Vous ne relâcherez pas un instant de votre vigilance dans la garde que la France vous a confiée. Vous y donnerez l'effort nécessaire pour y briser les dernières résistances. Vous vous rappellerez que dans le conflit qui vient de déchirer le monde, le Maroc a été le premier enjeu de nos ennemis, que les noms de Tanger, de Casablanca, d'Agadir, y ont jalonné les étapes qui ont précédé la lutte suprême et que sa soumission totale doit marquer l'effondrement définitif des rêves de la domination allemande sur le continent africain. »

Les noms évoqués par le résident général rappellent les efforts accomplis au Maroc de 1905 à 1911 par l'intrigue allemande. Mal-

gré les sollicitations des pangermanistes, l'Allemagne avait paru se désintéresser jusqu'en 1905 de la question marocaine. Elle continuait la politique de Bismarck, qui préférait les diversions coloniales à une action continentale, et elle laissait « le coq gaulois gratter les sables du désert africain ». Sa diplomatie, absente ou indifférente, ne gênait pas la nôtre : elle affectait même d'abandonner à leurs difficultés le sultan et le Maghzen lorsqu'ils en appelaient de nous à elle. Le chancelier de Bülow ne voyait *ni profit ni gloire* à contrecarrer nos desseins. Ainsi, de 1901 à 1904, nous pûmes librement signer des accords successifs, auxquels l'Allemagne ne fit pas d'obstacle, avec l'Italie, l'Angleterre et l'Espagne.

En 1905 tout changea. Débarqué difficilement en rade de Tanger du *Hohenzollern*, l'empereur Guillaume II fit entendre le 31 mars des paroles dont le ton était nouveau. L'hommage qu'il rendait à la souveraineté du sultan semblait nous porter un défi, aggravé par la proclamation, nouvelle et imprévue, des intérêts de l'Allemagne au

Maroc, qu'il entendait « sauvegarder efficacement, sur le pied d'une égalité absolue ». Ces intérêts, encore minimes, n'étaient menacés par personne et la France, engagée à ce moment dans des négociations avec le sultan Abd-el-Aziz, songeait moins à s'assurer des privilèges qu'à obtenir dans l'empire chérifien des réformes nécessaires à la sécurité de l'Algérie. Le discours brutal de l'empereur exprimait une politique européenne plus qu'une politique marocaine. Il n'entendait pas dire avec le comte Reventlow que le « *Maroc était la dernière occasion offerte à l'expansion allemande* ». Il saisissait un prétexte, théâtralement préparé, pour exercer sur la France, dont tous les intérêts africains étaient solidaires, un chantage comminatoire, qui devait s'accentuer avec persévérance à mesure que l'action allemande, favorisée par les Karl Ficke et par les Mannesmann, prenait une autorité plus grande dans des intérêts commerciaux et industriels habilement entretenus. Entre le débarquement du *Hohenzollern* à Tanger le 31 mars 1905 et l'apparition du *Panther* à Agadir le 1er juillet 1911, l'his-

toire enregistrera le développement d'une vaste intrigue, faite de négociations heurtées, de promesses et de refus, où l'Allemagne a montré, avant l'aveu, naïf ou cynique, de M. de Bethmann-Holweg, ce que valent pour elle les traités internationaux. Liée envers nous par l'acte collectif signé à Algésiras le 7 avril 1906 et par l'accord spécial du 4 novembre 1911, elle n'avait cessé d'en discuter et d'en éluder les dispositions dans un sentiment d'hostilité systématique contre lequel se brisait en 1913 une démarche loyale, inspirée par un désir d'apaisement, du général Lyautey. Le Maroc était devenu l'un des champs d'action où elle préparait la guerre. Il était en même temps l'un des enjeux de la victoire. Dès 1908 le gouvernement allemand avait fait transmettre à Casablanca par M. Hornung, rédacteur en chef du journal de la légation d'Allemagne à Tanger, des instructions cyniques : *S'il y avait la guerre, il faudrait qu'il fût fait en sorte que pas un Français ne sortît vivant de la Chaouïa.* De son côté, le duc Johan Albrecht von Mecklembourg avait dit : *La palme de la paix, emblème de la plus*

grande Allemagne, doit être plantée d'abord en Afrique. Il ne faut rien de plus que ces deux phrases pour dévoiler le double objet de la politique allemande au Maroc, servie par des consuls actifs et par des nationaux sans scrupule, dont la révolte des tribus armées et soudoyées était le principal moyen, dès longtemps, patiemment et perfidement mis en œuvre.



Au moment de la déclaration de guerre, notre action militaire avait, au prix d'un grand effort, atteint, à Taza et à Khenifra, deux résultats dont l'importance stratégique était considérable. C'est à Taza que la liaison s'était faite entre le Maroc oriental et le Maroc occidental par la rencontre, le 17 mai 1914, des troupes du général Gouraud venues de Fez et de la colonne du général Baumgarten arrivée d'Oudjda. D'autre part, la prise de Khenifra, enlevée par le général Henrys, avait réduit le redan, dangereux pour notre sécurité qui, entre Azrou et le Tadla, menaçait le centre même du Maroc soumis. Accomplies à

l'heure où l'Allemagne nous imposait la guerre, ces deux opérations, qui faisaient un égal honneur au commandement et aux troupes, avaient encore besoin, pour produire tous leurs effets, d'être consolidées. L'occupation de Taza devait préparer, pour couvrir nos communications, la soumission des tribus au nord et au sud de la ligne d'étape. D'un autre côté, si la prise de Khenifra nous avait permis d'aborder le pied même du moyen Atlas, les tribus turbulentes que nous avions rejetées de la plaine dans les montagnes au delà de l'Oum-er-Rebia n'attendaient qu'une occasion de reprendre leur hostilité. Aussi, quoique améliorée, la situation autour de Taza et de Khenifra pouvait, si l'on ne prenait pas des mesures complémentaires, devenir critique. Selon le mot du général Lyautey, la déclaration de guerre, au point de vue du Maroc, arrivait trois mois trop tard ou trois mois trop tôt. Trois mois trop tard, parce que, avant l'occupation de Taza et de Khenifra, nous n'étions pas aux prises avec les Riata, les Zayan et les Chleuh et qu'ainsi, maîtres de nos mouvements, nous aurions pu, dans une

situation expectante, maintenir une occupation restreinte. Trois mois trop tôt, parce que les mesures de consolidation projetées par les généraux Gouraud et Henrys ne pouvaient amener qu'à l'entrée de l'hiver la soumission complète des tribus et notre pleine sécurité.

L'Allemagne ne s'avisa pas de prendre nos convenances et celles du Maroc. Elle choisit et elle nous imposa son heure. Elle avait, d'ailleurs, au Maroc comme en France, préparé ses mesures, disposé ses moyens, soudoyé ses espions, et elle escomptait avec une confiance égale la révolte du Maroc et la défaite de la France, qui devaient l'une et l'autre, dans un temps rapide, servir les desseins où se complaisait un rêve de domination dans lequel l'Europe, l'Afrique et l'Asie avaient leur part dès longtemps marquée.

Personne ne douta que le Maroc, d'autant plus âprement convoité que sa richesse et sa prospérité dépassaient toutes les espérances, ne fût un des enjeux de la guerre. Mais il ne se rencontra non plus personne pour songer à sacrifier la France au Maroc. Tout le monde comprenait, à Rabat et à Paris, que « le sort

J. F. Kenney
Ottawa 1920

LA

BATAILLE DU MAROC

Il a été tiré :

10 *exemplaires sur papier vergé de hollande*

Numérotés 1 *à* 10

du Maroc se règlerait en Lorraine ». La question se posait seulement de savoir comment on pourrait pendant la guerre aménager ce sort et fixer, sans abandonner le protectorat ou sans le compromettre, la contribution qu'il devait apporter à la métropole. La question était délicate : elle n'était pas imprévue. Dès le 12 juin 1914 une dépêche du général Joffre posait les bases de la participation du corps d'occupation à la défense de la métropole. Il semblait au chef d'état-major général de l'armée que les progrès réalisés au cours des dernières années dans l'œuvre de pacification du protectorat permettaient d'envisager et de réaliser ce prélèvement, dont l'importance s'accroîtrait au fur et à mesure que notre autorité serait mieux assise au Maroc. Pour le début et comme principe, le général Joffre prévoyait qu'en cas de mobilisation le Maroc occidental fournirait à la défense nationale *quatre bataillons et quatre sections de mitrailleuses*, choisis parmi les tirailleurs algériens, tunisiens ou même marocains. Si restreint que fût cet appel, il ne revêtait pas une forme impérative, puisque le résident général était

invité à faire connaître si la mesure projetée ne soulevait pas de sa part « d'objection primordiale ». D'autre part, les dispositions qui devaient assurer sa réalisation entraient en vigueur le 1er octobre. Je retiens cette date comme une preuve nouvelle des dispositions pacifiques de la France. Chaque fois qu'on ouvrira nos archives, militaires ou diplomatiques, des documents décisifs confirmeront ces dispositions, tandis que si l'on ouvrait les archives allemandes, la preuve serait faite d'une préparation belliqueuse qui guettait et hâterait, au besoin, l'heure d'un conflit impatiemment attendu.

Sous réserve de certaines modalités d'exécution, le général Lyautey se mettait immédiatement en mesure de satisfaire aux demandes du général Joffre : il était trop avisé pour ne pas comprendre qu'en cas de guerre continentale, les forces de la métropole devaient être dès le début à leur maximum de puissance. Un mois plus tard, le 20 juillet, alors que la tension diplomatique était devenue inquiétante, il ne dût pas être surpris que le chef d'état-major général envisageât le pré-

lèvement complémentaire d'un groupe d'artillerie de campagne. Quatre bataillons, quatre sections de mitrailleuses et un groupe d'artillerie de campagne, tels étaient donc, au moment où la guerre allait éclater, les éléments du prélèvement que l'état-major général avait sollicité du général Lyautey sur les forces d'occupation que celui-ci commandait au Maroc.

Brusquement la conception changea et les exigences s'accrurent. Deux dépêches, parties de Paris le 27 juillet, à une heure d'intervalle, l'une à 18 h. 20, l'autre à 19 h. 20, apportèrent au résident général les instructions du Gouvernement, qui redoutait, et non sans raison, une aggravation de la situation. Le Gouvernement savait qu'il pouvait compter sur le talent et sur le patriotisme du général Lyautey, Français de Lorraine, pour apporter le plus large concours à la défense de la patrie, mais, obsédé par la guerre menaçante où le sort de cette patrie se jouerait, il ne tenait pas un compte suffisant de la situation du Maroc, qui exigeait, elle aussi, des précautions et des dispositions particulières.

La première dépêche, émanée du ministère des Affaires étrangères, était brève et impérative. *Elle limitait l'occupation du Maroc aux principaux ports de la côte et, si possible, à la ligne de communication Kenitra, Meknès, Fez, Oudjda. Tous les postes et marches avancés devaient être momentanément abandonnés.* Enfin, *le premier soin assigné* au général Lyautey consistait *à ramener aux ports de la côte les étrangers et les Français de l'intérieur pour assurer leur sécurité.*

Quoiqu'elle se référât à ce télégramme, la dépêche du ministère de la Guerre avait un ton moins impérieux. Elle paraissait laisser plus de place aux réflexions et à la liberté d'action du général Lyautey. Mais si l'ordre d'évacuation s'y exprimait avec moins de fermeté, le concours *indispensable et possible* qu'on lui demandait dépassait singulièrement celui qu'une dépêche datant à peine de six semaines lui avait fixé. Au lieu des quatre bataillons, des quatre sections de mitrailleuses et du groupe d'artillerie de campagne, c'était *la totalité* de ses bataillons de chasseurs, des zouaves, de l'infanterie coloniale, des tirail-

leurs algériens et des batteries montées que, d'un geste rapide, on prélevait sur les forces dont il disposait pour occuper et défendre le Maroc.

Que lui restait-il donc ? On parlait avec une précision catégorique de la *valeur de 28 bataillons*, mais, même en tenant pour exact le calcul de la quantité, qui était pourtant contestable dans un de ses éléments, la *qualité* et *l'emploi* de certaines troupes soulevaient des objections sérieuses. Il est en effet aisé de comprendre que tels soldats indigènes gagnent, en cas d'insurrection, à être éloignés des foyers locaux d'incendie, où leur présence est plutôt un danger qu'une force, et à être encadrés sur un front éloigné au milieu de troupes sûres. Cette préoccupation trop légitime n'empêchait pas le général Lyautey, qui est un soldat discipliné, de se mettre aussitôt à l'œuvre pour satisfaire aux demandes du Gouvernement dans toute la mesure et le plus rapidement possible. Dès le 31 juillet il avait pris des dispositions pour assurer l'envoi immédiat en France de vingt bataillons et de six batteries montées. J'ajoute,

pour en finir avec la contribution directe du Maroc à la guerre continentale, qu'en trois mois il réussit à fournir 40 bataillons et 40 escadrons, qui jouèrent sur presque tous les champs de bataille un rôle décisif et ajoutèrent des pages de gloire immortelle à l'héroïque histoire des troupes d'Afrique.

Cette contribution, qui avait *décuplé* les prévisions faites en juin 1914, s'accomplit sans que le général Lyautey abandonnât les postes et les marches dont l'évacuation lui avait été primitivement prescrite. Avec le sûr coup d'œil que donnent l'expérience, l'autorité et le sens du commandement, le résident général avait compris tout de suite que, même restreinte, cette évacuation compromettrait le sort du Maroc tout entier, livré aux tribus rebelles, dont le mouvement irrésistible entraînerait les tribus soumises. A peine nos troupes auraient-elle quitté le pays Zaïan que le mouvement général berbère se serait déclenché et aurait engagé dans la révolte, non seulement les Beni-Mtir et les Beni-Mguild que nous venions à peine de rallier à nos armes, mais encore, Marrakech

étant livrée à elle-même, tout le pays du Sud, que nos alliés, les grands caïds, auraient été impuissants à contenir. C'était la ruine assurée, avec le massacre de ceux qui nous avaient été fidèles, de tous les établissements européens à Marrakech, dans la Chaouïa, dans les Doukkala, dans la région de Meknès, et peut-être l'ouragan déchaîné n'aurait-il pas épargné le Gharb lui-même. Et comment, au milieu de l'exaltation de nos adversaires et de la décomposition des tribus soumises, les bataillons enlevés « aux postes et marches avancés » auraient-ils pu se frayer un chemin jusqu'à la côte ? Harcelés par les rebelles, ils n'y seraient arrivés qu'au prix des plus grands efforts et des plus douloureux sacrifices, obligés d'abandonner leurs morts, peut-être leurs blessés, et presque impuissants à ramener leur matériel. Qu'eût valu pour la défense nationale un semblable appoint, décimé, fatigué, découragé, brisé par la retraite avant de venir à la bataille ?

Le général Lyautey avait, est-il besoin de le dire ? le souci élevé et l'angoisse patriotique de concourir de tous ses efforts à cette défense.

Il redoutait même, à l'heure où il pesait et prenait ses responsabilités, qu'on ne l'accusât de céder à un sentiment, personnel et local, de conservation du terrain acquis et qu'on ne lui prêtât l'arrière-pensée de vouloir, à tout prix, sous l'influence d'une ambiance irrésistible, garder le Maroc, « son Maroc », qui lui tenait tant à cœur. Ainsi mis en garde contre lui-même par une psychologie avertie et sagement méfiante, le résident général envisagea avec sang-froid tous les termes du redoutable problème qu'une situation tragique ouvrait devant sa conscience de Français et de Lorrain. Sur le *but* à atteindre, c'est-à-dire sur la contribution aussi forte que possible des troupes d'occupation à la défense nationale, il ne pouvait y avoir ni contradiction ni hésitation ni marchandage : le salut de la patrie primait tout. Sur les *moyens*, la divergence tenait aux différences de conception qui naissent de l'éloignement ou de la proximité des lieux où l'action s'exerce. L'ordre et la suggestion, celle-ci plus ou moins impérative, venus de Paris, trahissaient l'obsession, si naturelle, de la frontière de l'Est, mais ils

méconnaissaient la situation du Maroc qui sur tout le front de Kasba Tadla à Taza était en guerre. Au contraire, le général Lyautey, sans nier que le sort du Maroc se jouerait en Lorraine, comprenait que le seul moyen de donner à la France le maximum de troupes était, *non pas de se mettre à la côte en évacuant l'intérieur, mais, au contraire, d'évacuer la côte, de vider tout l'intérieur en poussant tout ce qui pouvait rester disponible à l'avant, pour maintenir intacte l'armature extérieure.*

Cet avis prévalut dans un conseil du 30 juillet où les généraux Gouraud, Henrys et Brulard et les colonels Peltier et Gueydon de Dives furent convoqués à Rabat. Les régions de Fez, de Meknès, des Zayan, de la Chaouïa, de Marrakech et des Doukkala-Abda étaient ainsi représentées par leurs commandants directs auprès du chef supérieur et responsable. Avec le général Lyautey, il faut répondre franc et net : il n'est pas de ceux qui demandent à enregistrer leur propre opinion, suggérée à des subordonnés passifs ; quand il interroge, c'est pour savoir la vérité, et non pour se complaire dans les flatteries qui la

détournent ou la déguisent. Les questions, au conseil du 30 juillet, sont brèves et précises : de même les réponses. Au colonel Peltier : « Pouvez-vous garder Mazagan et Safi avec vos seules réserves ? — *R.* Oui, si Marrakech reste occupée ; sinon, c'est cinq ou six bataillons qu'il me faudra. » Au colonel Gueydon de Dives : « Que vous faut-il pour garder Casablanca et protéger ses abords ? — *R.* Presque rien si Marrakech reste occupée ; sinon, tout ce qu'il y avait en Chaouïa en 1908. » Le général Brulard précise sa situation : « Avec trois bataillons je me charge de garder Marrakech, et avec trois compagnies Agadir. Si je les évacue, tout l'Atlas et le Haouz lâchent, et les grands caïds ne pourront résister au mouvement qui entraînera tout jusqu'à la Chaouïa. » Au général Henrys : « Que vous faut-il pour garder Meknès et la route d'étapes ? — *R.* Presque rien, si Khenifra et le Tadla restent occupés, parce que je m'appuierai sur des populations soumises : sinon, tout ce que j'ai de forces en avant, et encore ! » Le général Gouraud se range à cet avis.

Ainsi la consultation de ces chefs éprouvés est unanime et décisive : elle confirme l'opinion du résident général. Dès qu'on lâchera quoi que ce soit du front avancé, tout craquera, dans un pays soulevé, où la révolte, exaltée par notre retraite, qu'elle exploitera comme un aveu d'impuissance, coupera les communications et rendra les transports impossibles. Que seront, dans ces conditions, les débris expédiés à la côte, s'ils y arrivent ! Au contraire, en maintenant solidement et le plus longtemps l'armature avancée, on peut retarder, peut-être même conjurer, la rébellion et conserver la liberté et la sécurité nécessaires pour enlever et envoyer le maximum d'unités et de cadres.

Cette conception hardie du général Lyautey a sauvé le Maroc. Prudent dans son audace même, le résident général avait réservé l'éventualité où, contraint de replier ses ailes, il tiendrait seulement, jusqu'à la dernière extrémité, sur le front Zaïan-Khenifra-Tadla. Mais la fortune aide ceux qui osent. Ni Agadir, ni Mogador, ni Marrakech, ni Taza n'ont été évacués et, par une juste récompense d'un

long et glorieux effort, l'occupation du Maroc s'est étendue pendant la guerre à des tribus qui, en 1914, étaient en révolte ouverte contre l'autorité du sultan et contre le protectorat de la France.

Dès le 18 août, le général Lyautey, sans aller jusqu'à prévoir un aussi magnifique résultat, pouvait exprimer l'espoir de maintenir l'armature de l'occupation et de « garder un Maroc intact ». Ce « Lorrain de la frontière » avait peut-être l'ambition de servir ailleurs, sur ce front natal où les grandes batailles auxquelles il était apte allaient décider du sort de la patrie, mais, quand on est soldat, on ne choisit pas son devoir, et il acceptait, sans rien demander de plus, le « rôle de sacrifice » que le destin lui assignait. D'ailleurs le ministre de la Guerre savait trouver les paroles qu'il fallait dire à ce grand chef et à ses magnifiques soldats pour les encourager dans leur dur et lointain labeur. « Le Gouvernement a dû, à son vif regret, renoncer à employer vos services sur la frontière parce qu'il estime que vous êtes seul à même d'assurer la lourde tâche qu'il vous a confiée.

Cette tâche n'est pas ingrate, puisque, grâce à votre esprit de sacrifice et à vos talents d'organisation, vous réussissez à donner à la Défense Nationale des effectifs plus nombreux que ceux que le Maroc lui avait enlevés... Soyez soutenu par la ferme conviction que l'intervention précieuse de vos contingents contribuera puissamment à hâter le succès décisif permettant de vous rendre rapidement les troupes qui vous sont nécessaires. Dites à celles de vos admirables troupes qui restent que le pays comprend toute l'étendue du sacrifice qu'il leur demande. Il leur envoie avec des bataillons territoriaux ses enfants de France pour partager les heures héroïques qu'ils vont vivre. Le haut exemple que vous leur donnez, votre indomptable énergie et votre foi patriotique sont les meilleures garanties du succès final. »

Un tel langage ne laissait pas le général Lyautey insensible, mais il revendiquait, avec la ferme tranquillité que donne un plan méthodiquement conçu, la liberté de ses mouvements. Il ne pouvait opérer des réductions sur ses troupes et les expédier en France

qu'en maintenant ce qu'il appelait pittoresquement « le contour apparent de l'occupation avancée ». Si les indigènes n'avaient pas l'impression que le front ne serait pas évacué, la digue risquait d'être crevée et de tout emporter dans sa débâcle. A la fin du mois d'août les nouvelles venues d'Europe n'étaient pas bonnes et le service marocain des renseignements signalait des symptômes peu rassurants sur l'état d'esprit de certaines tribus. La moindre défaillance pouvait avoir le plus fâcheux retentissement et des répercussions irréparables. Pour contenir les rebelles et pour rallier les hésitants, il n'y avait pas d'autre moyen que de s'arc-bouter à l'avant. Le front avancé était la garantie de la sécurité assurée à l'hinterland et à la côte. En vain les Riata et les Berbères avaient-ils tenté des assauts furieux de Taza jusqu'à Khenifra. Le masque, inébranlablement maintenu, n'avait pas fléchi et rien derrière lui n'avait bougé. L'Allemagne avait fait répandre le bruit qu'elle nous avait sommés d'évacuer le Maroc. Les premiers retraits de troupes qui avaient suivi la mobilisation et la

réduction progressive des effectifs avaient donné un corps à cette légende. Ces mesures, dont une propagande habile dénaturait le caractère, avaient exalté le fanatisme et encouragé l'audace des rebelles. Mais au moment de la bataille de la Marne, les tribus, flottantes pendant quelques jours, étaient rentrées dans l'ordre. Elles avaient le sentiment de notre force. La stabilité du front, solidement défendu, avait démenti le mensonge allemand, tandis que l'arrivée des territoriaux affirmait par un fait tangible que la France n'était pas à court d'hommes et qu'elle avait la volonté et les moyens de tenir le coup. La bataille du Maroc débutait par une victoire.

***

Le maintien intégral du front avancé ne fut pas la seule mesure dont l'influence salutaire s'exerça sur les tribus et assura leur tranquillité. D'autres dispositions, prises avec rapidité et énergie, ruinèrent, du premier coup, les espérances que la propagande alle-

mande avait mises dans une révolte soudoyée du Maroc. L'Allemagne, mal contenue par l'acte d'Algésiras et peu scrupuleuse dans l'application de la convention de 1911, avait établi la légende de sa puissance inviolable et d'une immunité qui n'avait rien à redouter des autorités françaises. Ses menées, que notre diplomatie déplorait plus qu'elle ne les contrariait, justifiaient cette légende. La déclaration de guerre nous rendit notre liberté et il suffit d'une volonté résolue pour démontrer aux indigènes, attentifs aux événements, que nous étions les plus forts. La fermeture des bureaux de poste et des consulats allemands, la saisie de leurs correspondances, la remise dans le droit commun des protégés et des censaux qui avaient abusé pendant tant d'années d'un intolérable privilège, produisirent un effet immédiat. Mais rien ne prouva mieux notre force, mise au service du droit, que l'arrestation et la condamnation de quelques Allemands notoires, dont Karl Ficke, notre principal adversaire depuis son installation ancienne au Maroc, était le chef reconnu, tenace et habile. Sa maison-mère

était à Casablanca. Il avait des succursales à Mazagan et à Marrakech. Depuis 1907 il s'était trouvé au centre de toutes les difficultés que nous avions rencontrées au Maroc, où il combattait notre action et narguait notre impuissance. Il n'était étranger à aucun des moyens mis en œuvre pour ruiner notre influence et pour provoquer notre éviction. Son neveu Nehrkorn et son associé Grundler étaient ses complices. Nehrkorn était pour la politique du sabre, mais il savait user d'autres ressources. En 1907, tandis que notre action au Maroc, pourtant si prudente et presque timorée, était violemment dénoncée à la Chambre, il escomptait l'intervention des socialistes pour seconder, à leur insu, les desseins de l'Allemagne. Aidé par Nehrkorn et par Grundler, Karl Ficke ne négligeait aucune des armes dont il pouvait se servir pour nous nuire. Il protégeait la contrebande de guerre et il distribuait des fusils aux indigènes. Il aidait les légionnaires à déserter et il joua un rôle actif, que sa correspondance, saisie en 1914, a permis d'établir, dans l'affaire des déserteurs de Casablanca. Il avait ses

espions, ses protégés et ses censaux, que le consul allemand couvrait de son autorité. Il collaborait, soit sur place, soit à Berlin, à des campagnes de presse où il exerçait un dénigrement haineux contre la France et où il répandait de fausses nouvelles. Il avait soutenu Moulay-Hafid dans sa lutte contre Abd-el-Aziz, tandis que la France ne prenait pas parti dans la querelle des deux frères. Il entretenait des intelligences avec les tribus qui nous étaient hostiles et dont il excitait la rébellion. Malfaisant et cynique, il passait pour invulnérable. Condamné à mort après un procès régulier, il subit le feu avec courage, mais il ne fallut pas moins que ces douze balles pour abattre sa puissance d'intrigue, d'orgueil et de haine, qui, se croyant à l'abri des lois de la guerre, nous avait porté un défi audacieux et prolongé.

L'exécution de Karl Ficke ébranla l'influence allemande : elle ne supprima pas l'action allemande. Le Maroc était un des atouts que l'Allemagne avait mis dans son jeu de guerre. Une carte perdue n'annihilait pas la partie, qui fut engagée selon un plan

dont l'ensemble et les détails avaient été réglés, longtemps à l'avance, avec le soin le plus minutieux. Le major Kalle, attaché militaire allemand en Espagne, disait en 1913 : « C'est encore au Maroc qu'on pourra le mieux couper les jarrets de la France », et il avait préparé le couteau. Son chef était le prince Ratibor, grand seigneur fastueux et brutal qui avait transformé l'ambassade allemande à Madrid en un centre, puissamment ravitaillé, de renseignements, d'espionnage et de propagande. Le major Kalle avait pour collaborateurs l'attaché naval von Krohne, de qui relevait tout naturellement l'action sous-marine, et le conseiller von Stoehrer. Ce quatuor fonctionnait avec discipline. Il n'avait pas pu mettre la main sur l'ancien sultan Abd-el-Aziz dont la popularité habilement exploitée aurait pu gêner sérieusement notre influence, et il avait dû se rabattre sur son frère Moulay-Hafid, dont le règne brutal et cupide n'avait laissé que de déplorables souvenirs. Moulay-Hafid avait plus d'ambition que de courage. Il se vendit, mais, ayant plus de goût pour la débauche que pour l'action,

il ne tenta jamais une aventure qu'il jugeait trop périlleuse.

A défaut de sultans détrônés, il ne manquait pas au Maroc de dissidents dont l'ambition et la cupidité pouvaient être utilement exploitées. L'Allemagne ne se refusa pas cette chance. Déjà avant la guerre, elle avait lié partie avec Raïssouli, chérif et brigand, qui, comme chérif, descendait du Prophète et, comme brigand, avait payé dans les prisons du Maghzen les méfaits trop évidents d'une vie d'aventures. Ce singulier personnage opérait dans la zone espagnole, où certaines tribus Djebala lui étaient soumises, et il trompait avec une habileté consommée, par de feintes promesses, le gouvernement de Madrid, dont trop d'agents locaux ne partageaient pas les illusions et ne suivaient pas les instructions, en apparence loyalement correctes. Si Raïssouli gagnait mal l'argent espagnol, qu'on lui versait à raison de 200.000 pesetas par mois pour rétablir l'ordre ! il était plus sincère envers les Allemands, qui escomptaient moins son action directe que son influence. Raïssouli opérait devant notre front Nord et il était

rattaché, dans le plan allemand, au port de Tétouan.

A l'Est, dans le Moyen Atlas, Moha ou Saïd, rattaché au port de Larache où le consul allemand surveillait et conduisait l'affaire, exerçait son influence sur des tribus berbères que notre récente action sur la Moyenne Moulouya avait séparées sans diminuer leur ardeur belliqueuse. Moha ou Saïd, auprès duquel le sultan de Stamboul avait agi en même temps que l'Allemagne, avait dans le Moyen Atlas, dans le Tafilalet et dans le Haut Atlas des lieutenants, chérifs et marabouts, faux ou vrais, dont l'argent venu de Berlin entretenait le zèle.

Au Sud, El Hiba, relié au port de Tarfaya, était pour l'Allemagne un appoint considérable. Il était, comme Raïssouli, un allié déjà éprouvé, dont les frères Mannesmann avaient secondé la fortune, un instant prodigieuse. Fils d'un sorcier, mais intelligent et dévot, lettré et habile, il avait réussi à se faire proclamer prétendant, à rallier les tribus du Sous, à former une importante harka et, d'étape en étape, à entrer triomphalement à Marrakech

le 15 juillet 1912. Pendant deux mois il vécut un rêve magnifique et tous les espoirs paraissaient ouverts à son ambition illimitée quand, brusquement, le 6 septembre, l'armée du colonel Mangin vint troubler la fête. Elle bouscula, dans la plaine de Sidi-bou-Othman, l'armée du prétendant, qui put prendre la fuite. Battu de nouveau en 1913, il trouva dans la guerre de 1914 l'occasion de satisfaire son ambition et sa haine : l'Allemagne, habile à exploiter l'une et l'autre, crut qu'il serait son meilleur agent.

Ainsi, au Nord, à l'Est et au Sud, l'Allemagne avait mis ou remis la main sur des chefs influents, mais isolés, qu'elle devait relier entre eux pour provoquer un soulèvement général. Il fallut quelque temps pour l'organiser. En attendant, nos troupes ont à lutter un peu partout contre les efforts dispersés des tribus rebelles dont la guerre européenne, que l'Allemagne exploite comme une guerre sainte où l'islamisme aura sa juste revanche, exalte le fanatisme. A Khenifra, attaquée par les Berbères, la situation est un instant tragique. Le général Lyautey télé-

graphie le 9 août : « Dès maintenant le détachement laissé à Khenifra peut être regardé comme assiégé, mais il tiendra aussi longtemps que possible ; c'est de lui que dépend toute la liberté d'action sur la ligne Fez-Rabat pour le mouvement des troupes à vous envoyer successivement en France ; car le jour où il cèdera, la poussée berbère se précipitera. Mais il sait qu'il a un rôle de sacrifice et le remplira jusqu'au dernier homme. » Ce sacrifice est d'autant plus méritoire que les yeux et les cœurs sont tournés vers le front de Lorraine où se joue la partie décisive. Pourtant c'est le même ennemi que, là-bas et ici, nos troupes combattent, et ici le risque n'est pas moindre que là-bas. L'événement ne tarde pas à le démontrer. L'affaire d'El-Harri, à l'est de Khenifra, imprudemment engagée le 13 novembre 1914, par un commandant audacieux, qui a transgressé les ordres reçus, s'achève pour nous par un coûteux désastre. Nous perdons plus de 600 hommes, 30 officiers, 2 batteries et une quantité d'armes et de munitions. Si douloureuses que soient ces pertes, l'effet d'excitation qu'elles produisent

sur les tribus en est la plus redoutable conséquence, et il ne faut rien de moins que la ferme volonté du général Henrys pour rétablir une situation dangereusement compromise.

Dès lors, grâce au général Lyautey et à des collaborateurs dignes de servir avec lui la France, les derniers mois de l'année 1914, où nous réussissons à contenir partout les tribus rebelles, n'ont pas apporté à l'Allemagne les résultats qu'elle escomptait. Son organisation, que notre esprit de décision a déconcertée, n'a pas eu le temps de ramasser et de lier ses efforts. Mais elle juge la partie trop nécessaire, et elle la croît trop sûre, pour l'abandonner. Au cours de l'année qui s'ouvre, elle redouble d'activité, et, du Nord au Sud, elle met en mouvement toutes ses forces, avouées ou occultes, toutes ses influences, anciennes ou nouvelles, tous ses moyens d'action et de corruption, et elle augmente ses partisans d'une recrue d'élite.

Ce n'était pas, en effet, un mince personnage que cet Abd-el-Malek dont l'Allemagne réussit à obtenir le ralliement et le concours au début de 1915. Agé de quarante-cinq ans,

il était le propre fils d'Abd-el-Kader, l'émir fameux qui avait laissé dans les tribus un souvenir inoubliable. Le fils ne valait pas le père, mais, fier de son origine, il rêvait de jouer un rôle. Tantôt brouillé avec le Maghzen et tantôt réconcilié avec lui, mécontent et méfiant, aigri et jaloux, il crut que l'Allemagne représentait la force, et il se mit du côté du plus fort. Sa trahison et sa fuite provoquèrent le suicide de son fils qui, boursier de Beyrouth et obligé de la France, refusa de le suivre et préféra la mort au déshonneur : il était, lui, de la race d'Abd-el-Kader. Abd-el-Malek avait, au temps du Rogui, commandé des harkas chez les Rifains : depuis il avait, pour le compte du Maghzen, inspecté les tabors de Tanger. L'avenir démontra pourtant que si les Allemands ne s'étaient pas trompés sur l'influence de son nom, ils avaient fait un faux calcul en escomptant ses talents militaires.

Avec Raïssouli, Abd-el-Malek, Moha ou Saïd et El Hiba, secondés par des lieutenants dont quelques-uns n'étaient pas sans importance, le prince Ratibor avait réuni les élé-

ments propres à hâter l'agression collective qu'il méditait. Tous ces personnages étaient directement reliés aux ports de la zone espagnole, Larache, Tétouan, Melilla, et l'argent qui les entretenait venait d'Espagne. Le coup, pour être bien monté et prêt à l'heure, exigeait l'accord de leurs mouvements, qui déchaîneraient une insurrection générale ; il y eut entre eux des émissaires et le major Kalle, celui qui voulait nous couper les jarrets au Maroc, tenait tous les fils de la vaste intrigue. On s'étonnera toujours qu'une ambassade installée en pays neutre ait pu avoir l'audace et la liberté d'organiser presque au grand jour une semblable entreprise.

Si bien préparé qu'il fût, le plan allemand avait trop compté au Nord sur Raïssouli et sur Abd-el-Malek, et pas assez avec le général Henrys, qui déploya, au cours d'expéditions successives, des qualités admirables de sang-froid clairvoyant et énergique. Nul n'a mieux que le général Lyautey, attentif à toutes les opérations, qu'il surveillait et au besoin rectifiait, rendu justice à son collaborateur, auquel Fez, menacée par les Djebala, dut son salut

au mois de juin. Il est impossible d'écrire en détail, sinon à un point de vue technique pour lequel la compétence me fait défaut, et qui d'ailleurs intéresserait les seuls spécialistes, une histoire compliquée où s'enchevêtrent les noms barbares des tribus mêlées de gré ou de force à cette campagne. Ce que j'en ai lu m'a donné l'impression d'une compétence, d'une méthode et d'une organisation qui ne furent jamais prises en défaut, et ce que j'en ai vu sur les lieux mêmes, où la sécurité des routes conquises et construites égale celle d'Europe, m'a permis de juger des avantages que la nature donnait à nos adversaires. La guerre ne peut s'apprécier que sur le terrain où elle est faite. Celle du Maroc fut difficile et longue, âpre et meurtrière. On ne dira jamais assez quel héroïsme patient, patriotique et désintéressé, il a fallu aux chefs et aux troupes pour la mener à bonne fin — une fin qui n'a pas seulement conservé, mais qui a consolidé et agrandi notre domaine dans toute l'étendue de l'empire chérifien.

Au Sud comme au Nord, les Allemands payaient d'audace. Partout ils avaient des

agents, des espions et des alliés. Jamais l'argent, qui est le nerf des intrigues, ne faisait défaut. Il en pleuvait à Tarfaya comme à Melilla. Partout les autorités espagnoles fermaient les yeux et on voudrait ne pas pouvoir dire que des agents subalternes ouvraient les mains. Entre Las Palmas et Tarfaya et même entre Tarfaya et Larache, entre le consul allemand et El Hiba les courriers fonctionnaient, porteurs d'instructions et d'argent. L'expédition d'un sous-marin, l'*U.-C. 20*, construit spécialement à Stettin, armé d'un canon et de deux tubes lance-torpilles, fut ainsi décidée. Elle entrait dans les plans de l'Allemagne et dans les vues d'El Hiba. Ce fut l'ancien consul allemand à Fez, un personnage de mœurs singulières, mais expert aux choses du Maroc et arabisant, le docteur Probster, qui se chargea de la préparer et de l'entreprendre. Gêné par des chalutiers français et difficilement opéré devant l'estuaire de l'oued Dra, le débarquement fut précipité et sommaire. Menacé et dévalisé par des indigènes pillards, contraint, après sept jours d'abandon, de prendre la route d'Assaka, où

des émissaires d'El Hiba et deux rekkas du consul allemand de Larache le rejoignent, le docteur Probster promet et promet encore, mais rien ne vient. Il faut repartir. Cette équipée ridicule n'en vaut pas moins au docteur déçu, quand il rentre à Las Palmas, de la part du consul d'Allemagne, l'accueil qu'aurait mérité la réussite de l'entreprise. Telle est bien l'habitude de l'Allemagne de nier aussi longtemps qu'elle le peut ses défaites et de recevoir en triomphateurs les soldats qui les ont subies. La réception faite en 1915 au docteur Probster par le consul allemand des Canaries est, en raccourci, l'image anticipée des acclamations qui, après l'armistice du 11 novembre, saluèrent à Berlin les troupes défaillantes du Kaiser disparu.

A chacun son rôle. Tandis que le major Kalle organisait la communauté des efforts entre les chefs marocains hostiles à la France et que l'attaché naval von Krohne suivait avec une sollicitude inquiète les préparatifs de l'équipée de l'*U.-C. 20*, est-ce le conseiller von Stoehrer qui alimentait la propagande ? J'hésite entre lui, M. Weisberger, qui avait

parcouru toute l'Afrique du Nord et le prince Aziz-Hassen, le vaincu de Lula Bourgas, car, sous l'autorité du prince Ratibor, Allemands, Autrichiens et Turcs rivalisaient d'émulation pour exciter l'Espagne contre nous et pour préparer dans le Maroc tout entier un soulèvement contre le Protectorat français. Les brochures, les appels, les pamphlets, se multiplient. De Madrid, de Tanger, de Larache, de Tétouan, de Melilla, partent les fausses nouvelles, les accusations injustifiées et les menaces. Telle feuille venimeuse, éditée à Madrid, est rédigée pour jeter le doute sur la solidité de l'armée française et sur sa force de résistance. Un employé du consulat d'Espagne à Tanger rédige un journal germanophile. Au nom de Mahomet V, le sultan de Constantinople, un factum habile prend la forme coranique pour prêcher la guerre sainte contre les Anglais, les Français et les Russes. Un autre appel rédigé par un chérif s'adresse aux musulmans qui servent « malgré eux » dans les rangs étrangers ou habitent des colonies françaises et les somme, au nom du Prophète, de rallier la cause de l'Islam, pro-

mise par l'Allemagne à une éclatante revanche. D'autres appels à la désertion sont répandus à profusion. Aucune occasion n'est manquée de dénaturer la vérité et d'attaquer la France. Quand le général Lyautey expose devant une grande affluence d'indigènes à Souk-el-Arba du Gharb les raisons de la victoire assurée des Alliés, c'est Salah Chérif, secrétaire arabe au ministère de la guerre ottoman, qui lui oppose une réplique où l'ironie se fait perfide et la perfidie agressive.

Comment une semblable propagande, passionnée, mais nuancée, habile à revêtir selon les lieux et les temps toutes les formes, n'aurait-elle pas produit ses effets ? Après les terribles ripostes que l'ennemi avait essuyées, au nord de Fez et de Taza, sous les coups durement frappés du général Henrys, il s'était recueilli, mais il n'était pas soumis. Les Allemands tolèrent mal l'inertie de leurs alliés. Ils n'avaient pas lié partie avec Abd-el-Malek et avec El Hiba et ils ne leur avaient pas fourni tant de subsides pour les laisser dans l'inaction. Les deux chefs dissidents du Nord et du Sud avaient formé d'importantes harkas.

La bataille était inévitable. Nos groupes mobiles la livrèrent avec leur vaillance habituelle. Sidi Rabo, le lieutenant d'Abd-el-Malek, fut, le premier, dispersé. Puis Abd-el-Malek, battu à son tour, connut une pitoyable défaite et prit le chemin de la montagne (27 janvier 1916). A défaut de l'honneur, il sauva la caisse, entretenue par l'Allemand Bartels, qui, obligé aussi de prendre la fuite, télégraphia à Madrid : « L'argent est sauf. » Au Sud, le général de Lamothe bouscule les groupes d'El Hiba. Ces actions brillantes furent suivies d'une série d'opérations dont le résultat fut de dégager le couloir de Fez-Taza et d'exécuter le chemin de fer qui, de l'autre côté, avait été ouvert entre Taza et Oudjda, le 14 juillet 1915. Les régions de Fez, de Meknès, de Khenifra, et de Kasba Tadla furent libérées. Il fallut plus de temps pour assainir la région du Tafilalet, mais l'année ne s'acheva pas sans que les tribus, dont les harkas avaient été dispersées, fissent leur soumission. Ce fut une année magnifiquement employée.

L'année 1917 fut consacrée dans la zone

insoumise de l'Atlas à une manœuvre qui compte parmi les plus belles de la bataille du Maroc. Elle est ainsi résumée dans un récent *Bulletin de la section d'information du G.Q.G.*:

« Cette zone comprenait deux groupements rebelles : au Nord les Riata et les Braber, au Sud les Chleuh, établis dans les massifs les plus élevés, aux extrémités de la chaîne.

« Pendant que le groupe mobile de Bou-Denib (colonel Doury) enveloppe à l'Est le massif des Brabers, en remontant la Moulouya, pendant que les groupes de Fez et de Taza contiennent les rebelles du Nord et de nouvelles attaques d'Abd-el-Malek, et pendant que les groupes de la région de Marrakech, par des colonnes nombreuses, contiennent les Chleuh, une colonne partie de Meknès[1] s'enfonce dans la montagne entre les groupes Braber et Chleuh, la franchit et donne la main dans la vallée de la Moulaya au groupe mobile de Bou-Denib. La zone insoumise est ainsi bloquée et traversée. Les deux groupements rebelles sont investis. De nom-

1. Colonel Poyemirau aujourd'hui général.

breuses tribus font leur soumission. L'importance de cette manœuvre est capitale. On en comprendra les difficultés si l'on pense que l'altitude de la montagne est de 2.000 mètres dans la région la plus basse. »

J'ajoute à ces lignes exactes et sèches que les difficultés et l'importance de cette opération ne peuvent être pleinement appréciées que dans une étude attentive des détails, poursuivie la carte à la main. Si l'opinion publique n'avait pas été absorbée par les événements qui se passaient sur le front de France, elle aurait accordé à ce glorieux épisode de notre action marocaine le juste hommage dont la conception et l'exécution de la manœuvre étaient également dignes.

Ce n'est pas ainsi que les Allemands et leurs associés les Turcs avaient envisagé la campagne. A la suite d'un succès prétendu d'El Hiba, l'ambassadeur d'Allemagne à Madrid et l'ambassadeur de Turquie lui avaient envoyé une lettre qui fut trouvée dans la doublure du pantalon d'un rekka arrêté par un chalutier. Ce document n'est pas assez connu. Il n'en est pourtant aucun qui témoigne avec

plus de force probante des moyens employés par la propagande allemande, installée à Madrid, pour maintenir et encourager la dissidence. Il perdrait toute sa saveur si un seul mot en était supprimé :

Louange à Dieu unique !

Que Dieu comble de bonheur les jours du considérable, honorable, respectable chérif, combattant dans la voie de Dieu, Moulay Ahmed Hibat Allah ben Ha El Aïnin.

Que Dieu vous donne la victoire sur vos ennemis.

Que le salut soit sur vous, innombrable, ainsi que la miséricorde d'Allah et sa bénédiction.

Nous faisons connaître à Votre Excellence que nous avons rendu compte aux gouvernements ottoman et allemand de votre grande victoire remportée sur la mehalla du partisan des Français et de l'ennemi de l'Islam, le caïd Haïda ou Mouis.

Nous ne doutons pas de la joie et de la satisfaction de ces gouvernements quand cette nouvelle leur apprendra que leurs partisans et leurs alliés du Mogreb El Aqsa sont victorieux de leurs oppresseurs tandis qu'eux-mêmes remportent la victoire sur leur ennemi dans toute l'Europe et sur toutes les mers.

Il n'est pas douteux que ce soit la preuve qu'Allah (Qu'il soit exalté !) accorde son aide à ceux qui combattent dans la voie de Dieu, pour l'honneur de l'Islam et la liberté des musulmans.

LL. MM. l'empereur allemand et le sultan otto-

man, qui s'informent avec joie de la façon dont vous travaillez à la réussite de nos affaires et des vôtres, nous ont prescrit de féliciter, en leur nom, Votre Excellence, à l'occasion de Sa victoire.

Nous vous faisons savoir que, malgré les très grandes difficultés qu'Elles ont rencontrées jusqu'à ce jour, Elles sont toujours disposées à faire tout leur possible pour aider Votre Excellence de tout leur pouvoir et de toute leur force jusqu'à ce que vous soyez parvenu au bout de vos désirs, c'est-à-dire jusqu'à la libération de votre cher pays de l'oppression des Français. (Qu'Allah les anéantisse !)

En ce qui nous concerne, personnellement, nous vous félicitons également de votre victoire et nous vous faisons connaître que nous sommes prêts à faire, pour vous, tout ce qui sera utile afin que vous arriviez au noble but que vous poursuivez.

Nous demandons à Dieu de vous accorder aide contre l'ennemi.

Puissiez-vous demeurer dans la joie et la tranquillité.

Fait à Madrid, le 10 *février* 1917 *de J.-C.*

A gauche :

Suit un cachet portant en arabe, *au centre :* Mohammed Rechad ben Abd-el-Mejid Khan. An 1326.

En exergue : « C'est toi l'avertisseur et tout peuple a un guide.

« O peuples, suivez-moi, je vous mènerai sur le droit chemin. »

A droite :

Suit un cachet portant en allemand :

« Deutsches Vaterland.
Mit Gott für Kaiser
und Reich. »

L'année 1918 était pour les Allemands l'année décisive où ils étaient assurés de consommer notre déroute. Quelques déceptions qu'ils eussent trouvées au Maroc, ils ne pouvaient pas négliger de se servir d'un atout de cette importance, dont le gain devait contribuer à la victoire et fixer une de ses conditions essentielles. La rébellion générale était préparée. Le général Aubert dans la région de Taza, le général Poeymirau dans la Moulouya, le colonel Doury dans le Tafilalet, réussirent à déjouer les desseins d'un adversaire exalté par les nouvelles venues du front français. Le résultat de leurs opérations fut de consolider, en l'élargissant, le couloir de Taza et d'ouvrir définitivement la route de Meknès au Tafilalet. L'Allemagne était vaincue à la fois sur le front français et au Maroc. Et le général Lyautey, fier de ces succès, pouvait dire à ses troupes au moment de l'armistice :

Alors qu'en France vos compagnons d'armes lui rendaient l'Alsace-Lorraine, vous lui avez, au Maroc, non seulement gardé la situation acquise en 1914, mais vous y avez largement étendu la zone pacifiée.

Soumis à des privations matérielles et morales constantes sous un climat sévère, vous avez mené

cette lutte opiniâtre et ingrate loin de la Patrie, privés du réconfort qu'apportaient à ceux qui combattent sur son sol les encouragements quotidiens.

En ces derniers mois, il a fallu vous demander un effort redoutable sur tous les fronts du Maroc contre un ennemi qui jouait ses dernières cartes.

Vous avez fait preuve d'une endurance, d'une vaillance, d'une abnégation et d'un esprit de discipline dont je suis le témoin et le garant.

Au nom de la France, que je représente à votre tête, je vous remercie.

L'effort demandé à ses troupes par le général Lyautey ne s'acheva pas avec l'armistice. Il a continué pendant huit mois, et il dure encore. A la veille de l'armistice, les Allemands, qui se sentaient perdus sur le front de France, n'avaient pas renoncé à jouer leur partie au Maroc. Réfugiés dans la zone espagnole, où trop souvent l'hospitalité ressemblait à de la complicité, leurs agents, toujours munis de ressources abondantes, excitèrent le zèle de Raïssouli et d'Abd-el-Malek. Les Zaïan, les Tadla, les Ghiata, les Qzenaïa, toutes les tribus guerrières et rebelles furent conviées à la guerre sainte, tandis qu'El Hiba restait en relations radiotélégraphiques avec

Fock, l'ancien vice-consul de l'Allemagne à Rabat, qui s'était réfugié à Las Palmas sous le nom de Guillerme Schneider !

L'armistice ne produisit pas immédiatement ses effets au Maroc. En zone soumise il fut interprété comme un gage de pacification et de sécurité. Mais la propagande, inspirée par le consul de Larache, le fit passer dans les cercles insoumis de la zone du Nord comme un répit demandé par l'Allemagne pour préparer une lutte nouvelle et achever sa victoire. Il fallut du temps avant que la vérité connue et loyalement interprétée produisît une détente. Dans le Haut Guir et au Tafilalet, nous eûmes à subir, en décembre, de violentes attaques dont la répression, confiée aux colonels Huré et Théveney, fut poursuivie pendant deux mois d'opérations brillantes et décisives. Mais, au nord de Fez, dans la vallée de l'Ouergha, où la pacification paraissait se consolider depuis quelque temps, une brusque conflagration se produisit au début de mars. La Kasba d'Aïn Mediouna, entourée de groupes dissidents et bloquée, connut avant d'être délivrée des journées tragiques, au cours

desquelles le lieutenant Salomon montra un sang-froid admirable et un véritable sens de commandement.

J'ai visité avec le général Lyautey le 4 mai cette vallée de l'Ouergha où nos troupes avaient, un mois avant, écrit une des belles pages de notre histoire militaire au Maroc. Cette journée m'a laissé le souvenir inoubliable d'une chevauchée pittoresque dans les fleurs et les hautes herbes, où les spahis, les goumiers et les mokhaznis déroulaient leur brillant cortège, tandis qu'un avion ronronnait au-dessus de nos têtes et que de tous les côtés les indigènes, peut-être hostiles hier, accouraient aujourd'hui, attirés par la curiosité de voir le grand chef légendaire. Un cirque de montagnes, dont les mamelons se succèdent et se prolongent en lignes parallèles, barre l'horizon. A nos pieds l'Ouergha déploie nonchalamment ses spirales. A gauche, l'animation d'une ville de tentes ; on y achève la construction d'un blockhaus qui assurera la tranquillité de ces lieux tourmentés où, il y a trois jours, la révolte grondait encore et qu'un 75 (comment, et par ces pentes, est-il

venu là ?) a rapidement apaisée. A droite, sur une verte colline, les burnous blancs et les selles rouges, déposés à terre, tandis que les chevaux paissent ou s'ébrouent, composent le plus charmant tableau. Le général Lyautey, d'un pas rapide, va, vient, interroge et inspecte. Il connaît tout son monde et rien ne lui échappe. Dans le bivouac d'Aïn-Aicha la tente abrite un déjeuner sommaire que nous prenons assis sur des caisses, autour de tables improvisées avec deux planches. Le général m'a fait l'honneur de sa table, où prennent place les colonels Theveney et Huré, deux chefs énergiques qui ont fait leurs preuves, et, par une attention délicate, le lieutenant Salomon, le héros de la Kasba d'Aïn-Mediouna. On cause librement, familièrement, en camarades. La guerre — et, ici, où le canon tonnait hier, c'est encore la guerre — rapproche les distances et les grades. Après le déjeuner, les officiers se réunissent sous la présidence du général Lyautey qui, pendant une heure, examine sous tous ses aspects la situation générale et expose à ses collaborateurs son programme et son plan d'action. Admirable

leçon, méthodique et claire, au cours de laquelle m'apparaissent les difficultés spéciales à la guerre marocaine, sa complexité, ses surprises, ses dangers. Le général subordonne les décisions et les actions particulières à une conception d'ensemble dont il entend rester le maître. Il ne veut pas se laisser devancer, déborder ou engager par des initiatives isolées et imprudentes : il tient à garder les mains et les cartes libres dans la partie qu'il expose et qu'il s'apprête à jouer jusqu'à l'hiver. Il parle bien, avec des trouvailles d'expression, des formules pittoresques, des images saisissantes où se révèlent un artiste lettré et un voyageur. Quand il se répète, c'est volontairement, pour enfoncer une idée ou pour réfuter une objection. Seule, autour de nous, la télégraphie sans fil coupe le silence avec son bruit ininterrompu qui ressemble à la marche d'un moteur. Le général ponctue son exposé de fréquents *voilà*. Chacun de nous a une expression qu'il répète, une préposition familière, un adverbe coutumier, une sorte de tic de la phrase, inévitable et inconscient. Le général Lyautey consomme une quantité énorme de

voilà, dont il nuance les accents au gré de sa pensée, prodigieusement alerte, mobile et vivante. Ses *voilà* ont tous les tons et ils prennent tous les sens. Ils sont impérieux, caressants, persuasifs, irrités, tendres, ironiques. Celui-ci commande, celui-là doute, tel autre interroge. Quand le général a terminé, son *voilà* ouvre la discussion sur des idées précises et sur un plan clairement établi, mais, *voilà*, personne n'a rien à dire, tout a été dit, et vu, et prévu, de telle façon qu'il n'y a plus qu'à passer à l'exécution. Le chef a parlé en chef et j'ai pris, sous cette tente, une belle leçon d'autorité et de discipline.

Quand je sors, je remarque trois fanions plantés en terre, à l'entrée. De couleurs différentes, ils représentent plusieurs unités, mais ils ont tous, accrochés à la hampe, des croix et des palmes qui disent l'héroïque participation de ces corps d'élite aux campagnes de France. Autour de nous des officiers et des soldats, la plupart blessés plusieurs fois, sont des revenants de la grande guerre. Ils savent déjà que le Maroc a sa bataille, et qu'elle est dure ; ils savent, et ils disent, que dans ces

montagnes aux âpres défilés, où les surprises sont meurtrières, c'est la France qui continue sa partie. Eux qui reviennent de *là-bas* ils honorent de leur sympathie fraternelle les camarades dont l'impatience patriotique a si souvent voulu les rejoindre et que leur devoir et leur destin ont retenus *ici*. Avant eux, qui sont des témoins, le ministre de la guerre avait, dès le mois d'octobre 1914, parlé en chef et en juge. Il télégraphiait au général Lyautey : « J'accepte le principe des propositions que vous me faites. Je n'ignore pas combien plus lourde est rendue la tâche de ceux qui sont autour de vous et je tiens encore à rendre hommage à leur esprit de sacrifice en même temps qu'à votre clairvoyant patriotisme. Mais il faut que tous ceux qui doivent rester là-bas, troupes de l'armée active, des réserves et de l'armée territoriale, sachent — et je vous prie de leur dire en mon nom — que s'il existe de par la force des choses des théâtres d'opérations qui sont secondaires, il ne viendra jamais à l'esprit de personne d'établir de semblables distinctions quant à l'esprit du devoir dans les heures graves que

nous traversons. Le devoir de tout Français est de se rallier sous les ordres des chefs autour du drapeau, quel que soit l'endroit où il flotte, et quand la victoire définitive couronnera nos efforts la reconnaissance du pays ira à tous ses enfants sans distinction, quelle que soit la frontière qu'ils auront défendue. »

La victoire est venue. Le pays tout entier prend à son compte les promesses de M. Millerand et sa reconnaissance va avec fierté aux officiers et aux soldats qui, sous le haut commandement du général Lyautey, ont gagné la bataille du Maroc, — une bataille française, que l'Allemagne, déçue dans tous ses plans, a irrémédiablement perdue.

II

UN PROTECTORAT QUI PROTÈGE L'ACTION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

II

Le général Lyautey avait trop d'expérience et trop de clairvoyance pour envisager la bataille du Maroc, dont il savait l'importance et les difficultés, sous le seul aspect de l'action militaire. Dès le premier moment il avait compris et il avait dit que les forces morales et que les mesures politiques ne joueraient pas dans le sort de l'empire chérifien un rôle moindre que les effectifs. Commandant en chef et résident général, il réunissait entre ses mains tous les pouvoirs et son autorité ne connaissait d'autres limites que les instructions reçues du Gouvernement. Celui-ci saisit heureusement assez vite les dangers d'une intervention lointaine et fréquente et il laissa au général ses coudées franches. Cette liberté, inspirée par une sage confiance, sauva le Maroc des hésitations et des contradictions

qu'une autre méthode, même pratiquée avec les meilleures intentions, n'aurait pas manqué d'accumuler.

Le général Lyautey aime l'autorité. Elle entre, comme la hiérarchie et comme la discipline, qui en sont les conditions, dans sa conception sociale. L'autorité lui apparaît comme la forme supérieure et nécessaire de l'action. Il ne s'en sert, d'ailleurs, que pour agir. Il n'est pas de ceux qui ont le souci de dégager leur responsabilité. Il l'engage, au contraire, pourvu que ses mouvements soient libres, avec une sorte de résolution joyeuse, dont l'élan gagne et emporte ses subordonnés. Elevé à l'école du général Gallieni, il préconise l'union inséparable de la politique et de la guerre ; il est un administrateur autant qu'un soldat. Au Tonkin et à Madagascar, il avait fait ses écoles et ses preuves. Quand la guerre de 1914 le surprit au Maroc, il y avait deux ans seulement qu'il y exerçait le Protectorat au nom de la France, mais aucun des ressorts de son mécanisme ne lui échappait. Le général Lyautey travaille beaucoup, et il sait travailler. Si vite qu'il comprenne, il ne s'en donne

pas moins le temps de réfléchir. Il a le goût des arbres, sans que jamais ils lui cachent la forêt. Il a des vues d'ensemble, un but, une orientation. Au Maroc il s'était adapté au Protectorat, non par nécessité, mais par conviction. Il ne le subissait pas comme une modalité diplomatique : il l'acceptait comme un instrument de travail dont la souplesse convenait mieux qu'une administration centralisée à la complexité des problèmes posés dans un pays où les éléments méfiants et rebelles conservaient encore une grande force.

En 1914, sur les 420.000 kilomètres carrés dont se compose le Maroc, nous en occupions seulement 163.000. Pour maintenir cette occupation, et avant même de songer à l'étendre, il fallait, au moment où les hostilités s'ouvraient, inspirer une entière confiance, non seulement aux tribus soumises, mais même au Maghzen et aux autorités locales. L'Allemagne avait, par sa propagande et par son action, donné, dans les années qui précédèrent la guerre, l'impression d'une force organisée qui ne redoutait aucune concurrence. A peine entrée en guerre, elle

clamait sa supériorité et elle exaltait sa victoire. Au Maroc comme ailleurs, elle répandait les fausses nouvelles. Entre elles et nous, qui croire ? La justice de notre cause n'était pas un argument qui pût émouvoir l'âme indigène, encore trop près de la nature pour ne pas voir dans la force la marque et la preuve du droit. En attendant que la force décidât, seules notre sérénité et notre confiance pouvaient exercer sur le Maghzen et sur les tribus une impression salutaire. Avec la rapidité habituelle de son coup d'œil, le général Lyautey vit que notre action vaudrait ce que vaudrait notre attitude. Il fallait continuer la vie normale, au moins dans ses apparences. Si nous ne changions rien à nos habitudes et aux leurs, et si leurs intérêts ne subissaient aucun trouble et aucun dommage, il y avait des chances pour que l'ordre ne fût pas compromis dans les tribus soumises. Selon le mot du général Lyautey, qui excelle à caractériser les situations par d'heureuses formules, il fallait « garder le sourire ». Il le garda, et le Maroc avec lui. La formule se répandit comme une consigne, dure, mais nécessaire, et dont tout le

monde, sur l'ordre du chef, comprit la nécessité. La vie extérieure parut ne pas changer. Tandis que la France entière était transformée en place de guerre, le Maroc, sauf sur ses lignes avancées, jouissait de la continuité de la paix. L'exécution des travaux publics employait la main-d'œuvre indigène, que l'oisiveté et la misère auraient rendue trop sensible aux excitations de la dissidence. Les contrôles civils et les services municipaux poursuivaient leur œuvre et, restés ouverts par contrainte, dans un intérêt public, les établissements de crédit alimentaient la vie économique. La mobilisation était atténuée. Des colons, qui voulaient partir pour la France, où l'on se battait, étaient maintenus par ordre dans leurs fermes, sur leurs exploitations. A l'un d'eux, sergent de réserve, démobilisé par une injonction supérieure sur son propre domaine, et qui suppliait qu'on le laissât rallier son poste, le résident général répondait : « C'est ici qu'est votre devoir militaire, au milieu de ces centaines d'indigènes qui ont confiance en vous, à qui vous assurez le travail, qui sont justement inquiets

de l'agitation voisine, que votre seule présence va rassurer, tandis qu'à votre défaut, je serais peut-être obligé d'y envoyer une ou deux compagnies que vous rendez ainsi à la défense nationale. »

Pour imposer un tel sacrifice, il fallait payer d'exemple. Le général Lyautey ne songea pas à se dérober, si pénible qu'il fût, à ce devoir. J'ai dit comment son âme de Lorrain dût souffrir en silence du rôle, si grand certes, mais si éloigné de la frontière natale, que lui assignait le destin. A côté de lui, d'autres eurent la même abnégation. Aucun de ses officiers n'était plus près de son esprit et de son cœur que le colonel Berriau, un chef d'élite, qu'il avait connu dans le Sud Oranais, à Beni-Ounif, en 1903. Une amitié fraternelle les unissait. Directeur des Affaires indigènes et du Service des renseignements au Maroc, le colonel Berriau succomba en décembre 1918 à la tâche qu'il remplissait avec un zèle supérieur. En rendant hommage à sa mémoire, le général Lyautey disait :

« Berriau avait fait le plus cruel des sacrifices. Au moment où la guerre éclata, il ne me

demanda rien, ne m'en parla jamais. Il y eut à cet égard entre lui et moi comme un pacte tacite, nos yeux se disaient ce que nous sentions tous deux. Il avait compris que sa place de guerre était ici, qu'il ne pouvait pas être ailleurs. Il savait bien que s'il m'avait dit : « Je n'y tiens plus, je veux aller là-bas », je lui aurais dit : « Allez-y ! » Mais il ne me le demanda jamais, parce qu'il savait que son devoir de guerre était ici ; et moi, je ne le lui proposai jamais, parce que je savais qu'il était indispensable. »

Peut-on s'étonner que, gardés au Maroc, de tels hommes aient gardé le Maroc à la France ?



Le général Lyautey n'eut, la guerre déclarée, qu'à poursuivre la politique dont le développement avait depuis deux ans donné tant d'heureux résultats. En favorisant l'intronisation comme sultan de Mouley-Youssef, le résident général avait eu la main heureuse. Que fût-il advenu — comme il en a fait lui-même l'hypothèse — s'il y avait eu un sultan

« ne nous donnant qu'un concours de surface, mais nous trahissant en dessous (nous avons connu ces temps) ou si, n'en ayant pas du tout, nous avions été privés de la force qu'il nous apporte ? » Il a suffi au frère des deux derniers sultans de gouverner avec loyauté pour réussir dans une fonction où avaient échoué la faiblesse cupide d'Abd-el-Aziz et l'hypocrisie sanguinaire de Moulay-Hafid. Au cours de l'audience que Sa Majesté Moulay-Youssef m'a fait l'honneur de m'accorder, j'ai été frappé par la simplicité accueillante de ses manières, par sa connaissance, jusque dans les détails, de la situation de son empire, par son bon sens tranquille et ferme, par sa courtoisie aisée et par son évidente correction. En acceptant le Protectorat de la France, il a assuré sa souveraineté et il l'a établie sur les bases les plus solides. Seul, il serait discuté et impuissant à maintenir l'ordre. Avec nous, son pouvoir s'étend sur des tribus qui n'avaient jamais encore reconnu l'autorité du Maghzen, et il jouit d'une sécurité complète. Ayant pris le parti le plus sage, il s'y est tenu avec une loyauté impeccable dont la guerre a

fourni la preuve décisive. Ses proclamations aux contingents marocains qui combattaient à nos côtés lui donnèrent l'occasion d'affirmer, dès le début des hostilités, sa fidélité prévoyante. Aussi le général Lyautey a-t-il su toujours, et à propos, rendre hommage à ses qualités et à son concours. Il a loué son « esprit éclairé et clairvoyant », ses « avis si judicieux » et son « haut souci de la justice ».

L'instrument diplomatique qui règle les rapports du Gouvernement de Sa Majesté chérifienne et du Gouvernement de la République française n'est l'œuvre ni de Moulay-Youssef ni du général Lyautey. C'est un traité signé à Fez le 30 mars 1912, par le sultan Moulay-Hafid et par M. Régnault, ministre de France au Maroc. Ses neuf articles ont établi en termes clairs un régime, « fondé sur l'ordre intérieur et la sécurité générale », qui, ayant résisté à l'épreuve de la guerre, a prouvé sa solidité. Le général Lyautey, tout en usant des droits que le traité donne au résident général, en particulier dans le domaine des opérations militaires ou de la police, s'est appliqué à respecter avec un soin

rigoureux la souveraineté du Sultan. Le Protectorat n'est pas à ses yeux une formule : il est un régime. Ce régime sauvegarde « le respect et le prestige traditionnel du sultan » (article 1er). Le général Lyautey a relevé ce prestige et accru ce respect. Il n'a pas tenté de passer à travers les mailles assez larges du traité : il s'est soumis à ses conditions, sans sortir de son rôle et sans excéder ses attributions. Aucun abus de pouvoir n'est à sa charge. Il n'a fait que ce qu'il avait le droit contractuel de faire. En donnant sa pleine part à l'autorité du sultan, il s'en faut qu'il ait diminué ou déconsidéré la sienne. Tout au contraire : il s'est grandi en se limitant. Le sultan est un chef religieux. Ce titre lui confère sur les indigènes une influence supérieure à celle qu'il tient de son titre politique. Il faut qu'elle soit intacte et qu'elle paraisse telle. Les articles d'un traité, même très simple et très clair, comportent des nuances dont la délicatesse est inaccessible aux indigènes. Mais rien ne leur échappe des formes extérieures du respect. Ils ont le sens du protocole, de la *Caïda*, de l'habitude traditionnelle.

Quand il est reçu par le sultan, le général Lyautey accepte les exigences du protocole avec l'aisance d'un grand seigneur auquel les bonnes manières sont naturelles. Il n'élude aucun des trois saluts réglementaires, entre lesquels il met la distance consacrée. Quand il sort, il marche à reculons et il n'oublie pas non plus les saluts que la *Caïda* ımpose. En se pliant à ce cérémonial, le résident général n'accomplit pas seulement un acte de courtoisie, il fait de la politique, et de la meilleure. Il montre aux indigènes par un fait tangible que le Protectorat de la France n'a pas changé leur souverain et qu'ils doivent toujours au sultan, proclamé par les Ouléma selon les règles traditionnelles, leur respect et leur obédience.

J'ai assisté à Rabat, dans le palais de Moulay-Youssef, à une audience accordée par Sa Majesté chérifienne au général Lyautey. C'est là que le rite protocolaire m'est apparu pour la première fois comme le symbole précis de la politique du Protectorat. Mais je crois que j'en ai mieux senti la signification quelques jours plus tard, à Fez, sous une tente,

dans une circonstance moins solennelle. C'était pendant la *fête des tholbas*. Les *tholbas* sont des étudiants, que la renommée de la mosquée de Karaouïn, dont la beauté et l'enseignement sont également célèbres, a surtout attirés à Fez. Au mois d'avril ils ont leur fête qu'ils célèbrent aux portes de la ville sainte, dans une immense plaine, sur les bords de l'Oued, en face de la ligne neigeuse du Moyen Atlas. Ils nomment aux enchères leur sultan dont la royauté éphémère, à laquelle la ville de Fez fournit sa liste civile, régnera pendant dix jours de fêtes. Autour des tentes qui abritent les *tholbas*, les notables de la ville ont les leurs, où ils viennent avec leurs femmes et leurs enfants se rafraîchir, s'amuser, dormir et goûter la splendeur d'une nature incomparable. Cela rappelle un peu la *feria* de Séville. Accompagné d'une garde d'enfants pacifiquement armés de lances de bois, le *sultan des tholbas*, monté sur un beau cheval, promène indolemment dans la plaine et autour des murs, avec un sérieux qui fait rire, ses regards de roi fainéant et précaire. Il reçoit sans sourciller des visites et des hom-

mages. Quand le sultan, le vrai, est à Fez, il se rencontre dans la ville des tentes avec son « frère » improvisé et ils échangent, chacun entouré de ses féaux chevaliers, des discours dont la solennité comique amuse la foule immense accourue pour la cérémonie traditionnelle. A défaut de Moulay-Youssef, absent, j'ai vu l'un de ses frères, harangué par le *sultan des tholbas*, qu'abritait une ombrelle verte, tandis qu'un héraut lisait, au milieu des rires, le discours de bienvenue. Après le frère de Moulay-Youssef, le général Lyautey vint apporter ses hommages... et cinq cents francs d'or au *tholba*, sérieux et grave, qu'il saluait, comme l'autre, du titre de Sidna. Et ce furent, à l'entrée et à la sortie de la tente, les trois courbettes réglementaires, celles de la sortie à reculons, que j'avais vues au palais de Rabat. Ainsi, jusque dans la caricature de ce cérémonial burlesque, le résident général, fidèle à une pensée profonde, affirmait la souveraineté du sultan et il traitait, en apparence avec les mêmes égards de respect protocolaire, le *tholba* qui devait sa couronne éphémère au jeu des enchères et la *Majesté*,

vraie celle-là, que sa naissance avait appelée aux honneurs suprêmes. Je suis bien sûr que les notables de Fez, attentifs aux moindres mouvements du général, ne furent pas insensibles à cette nuance et que, les fêtes finies, les *tholbas*, rendus à leurs études, commentèrent à Karouïn, dans les autres mosquées et dans leurs *medersas* la haute leçon politique qu'un geste avait suffi à fixer.



Respectueux envers le sultan, dont il maintient le prestige traditionnel, le général Lyautey sait user de toutes les forces qu'une organisation sociale plusieurs fois séculaire met à sa disposition. Dans la région du Haut Atlas, difficile à garder, la politique supplée à l'action de nos armes ou la complète. Sans l'influence héréditaire et sans l'alliance loyale des grands caïds, les compagnies réduites qui sont réparties de Demnat à Agadir seraient insuffisantes à maintenir l'ordre parmi les tribus turbulentes qui composent une population de trois millions d'habitants. Seule la

collaboration des chefs indigènes nous permet de remplir notre tâche et d'assumer les responsabilités qui nous lient envers le sultan, auquel nous devons la sécurité. Il n'est personne pour nier les abus qu'entraîne avec elle la féodalité sur laquelle nous nous appuyons. Nos efforts tendent à les atténuer, en attendant qu'un régime nouveau les supprime, mais nous n'avons pas inventé cette organisation que les siècles ont faite ; sans nous, elle s'exercerait contre nous, et l'Allemagne nous a appris, au cours même de la guerre, quels dangers s'élèveraient contre notre autorité et contre l'ordre public si les grands chefs du Sud ne nous apportaient pas leur aide fidèle et efficace. En deçà et par delà l'Atlas, ce sont les caïds et les pachas qui, sous notre direction et sous notre contrôle, ont combattu, refoulé ou apaisé les tribus hostiles. L'ancien grand vizir Madani-Glaoui, un homme de grande allure et de haut prestige, un vrai chef, avait, après avoir organisé la région de Demnat, étendu son influence jusqu'au Thodra. Son frère, El-Hadj-Thami-Glaoui, pacha de Marrakech, qui avait secondé

son action, a pris la direction politique de la toute-puissante famille. Il est, lui aussi, un chef. Reçu par lui à Marrakech, dans son beau palais, avec la somptuosité d'un seigneur de grande race, j'ai pu apprécier ses qualités de fin lettré musulman, la pénétration de son esprit cultivé et son attachement à la France, dont il fut l'hôte en 1913. Depuis 1912, il a combattu à nos côtés. On le dit guerrier magnifique. Ce fut lui qui, en septembre 1912, après l'affaire de Sidi Bou Othman, sauva à Marrakech les Français prisonniers d'El Hiba. Depuis il a pris part, jusqu'à Taroudant, avec des contingents levés sur ses domaines, à toutes les opérations de police que nous avons effectuées dans la région du Grand Atlas. La guerre n'a ni ému sa confiance ni troublé sa fidélité. Au début de 1919, il nous a rendu les plus grands services. A la nouvelle du soulèvement du Tafilalet organisé par Si Mohamed Nefrouten, le chérif du Sahara, il lève 10.000 hommes dont il prend le commandement. Malgré le froid et la neige qui obstruent les cols, il emmène son armée à travers le Grand Atlas, atteint la vallée du Dadès, puis

du Thodra, pour aboutir au Ferkla où il établit la liaison avec notre colonne du Ziz. Il bouscule les Aït Atta, il maintient dans l'obéissance et il organise les régions qu'il traverse, et il disperse la harka de Si Mohamed Nefrouten. Ce beau fait d'armes lui a valu, en mars, la croix de grand officier de la Légion d'honneur.



Le respect de la souveraineté du sultan dans tout ce qui intéresse la conscience et le statut musulmans, et la collaboration avec les grands chefs indigènes ont puissamment aidé le général Lyautey à gagner sur le terrain politique la bataille du Maroc. Mais la victoire aurait été indécise et précaire si le résident général n'avait pas pratiqué à l'égard des indigènes eux-mêmes une politique attentive, prudente, équitable et bienveillante. Ce fut, dès son arrivée au Maroc, son premier souci. Son expérience l'y préparait, mais la situation ethnographique la lui imposait. Quoique la vie des tentes et le mouvement des tribus

nomades rendent les statistiques assez incertaines, on peut évaluer à environ 5.400.000 habitants la population indigène de la zone française au Maroc. Le quart de cette population n'est pas encore soumis à notre autorité ou administré directement. Si l'on retient les chiffres approximatifs de la population urbaine, on comptait au 1er janvier 1918, 409.059 musulmans contre 40.190 Français. Le nombre global des indigènes et leur proportion dans la population urbaine où sont nos principaux établissements suffisent à déterminer une politique. Le général Lyautey en a fixé les traits essentiels dans un remarquable rapport du 1er décembre 1916. A ce moment, après seize mois de guerre, il pouvait, en jetant un regard en arrière, apprécier les difficultés vaincues et les résultats obtenus. Pour obtenir ces résultats il avait fallu surmonter des difficultés dont la guerre avait peu à peu modifié le caractère sans en atténuer la gravité. Le coup monté par l'Allemagne avait raté puisqu'elle n'avait pas réussi à transformer en une révolte générale les rébellions particulières que ses agents avaient pro-

voquées. Nous restions, solidement établi, l'état protecteur, mais les événements, qui paraissaient avoir résolu en notre faveur la question politique, posaient brusquement une question de solidarité religieuse. En Turquie, en Tripolitaine, en Egypte, en Asie Mineure, les musulmans étaient entrés dans la lutte, de gré ou de force, et s'il n'y a pas d'unité politique de l'Islam, il n'en est pas moins « une caisse sonore », où tout se propage et s'amplifie avec une extraordinaire rapidité. Habile à exploiter des incidents fâcheux comme l'échec des efforts des Alliés à Gallipoli et les revers des Anglais à Kut el Amara, l'Allemagne se présentait en libératrice. Elle promettait aux pays de l'Islam, rendus à l'indépendance, de les restaurer dans leur intégrité, et sa propagande avait d'autant plus de chances d'être entendue qu'à la différence de la France, de l'Angleterre et de l'Italie, elle n'exerçait en pays musulman de domination que sur les colonies lointaines et mal connues du Centre Africain. Il lui manquait, heureusement, l'atout qui aurait pu lui assurer le gain de la partie. Elle avait bien

essayé de faire intervenir le sultan de Stamboul, mais le sultan du Maroc est un iman couronné dont le khalifat religieux est absolument indépendant du Khalifat turc. *C'est en son nom que l'on dit la prière,* et ceux-là mêmes qui sont en révolte plus ou moins ouverte contre sa puissance temporelle acceptent sa suprématie religieuse. Cette indépendance est une force : en respectant l'une, le général Lyautey s'est acquis le bénéfice de l'autre ; en rassurant les consciences, il a apaisé les esprits. Non content de rendre hommage au sultan absent, de se dire « le premier serviteur de Sidna » et de proclamer son autorité religieuse, il n'a pas manqué une occasion de favoriser le contact du souverain avec son peuple et de démentir ainsi publiquement, par des égards vus de tous, la légende allemande d'un Moulay-Youssef auquel manquaient la liberté et le respect. Après les fêtes de l'Aîd à Fez, la preuve de notre politique était faite et le résident général pouvait dire :

« Le sultanat restauré y a manifesté une force d'attraction dont notre œuvre pacificatrice a eu tout le profit. A voir le sultan accom-

plir en toute indépendance, sans aucune immixtion européenne, avec tout l'éclat traditionnel, les rites de la fête religieuse, les délégations venues de toutes les régions du Maroc ont compris, mieux que par tous les discours, notre résolution de sauvegarder scrupuleusement leur religion et leurs coutumes. A constater de leurs yeux la confiance réciproque entre le sultan et moi, entre ses vizirs, le personnel du Maghzen et les chefs de l'administration française, elles ont compris que l'esprit de collaboration cordiale entre les deux organismes n'était pas une vaine parole et qu'on ne songeait pas à leur demander de rien abdiquer des choses auxquelles ils étaient les plus attachés. Le bruit s'en est répandu rapidement et au loin, et c'est ainsi qu'on a pu voir venir à Fez, pour « saluer le sultan » et bénéficier de sa « baraka », des dissidents des plus qualifiés comme des plus humbles, qui s'étaient jusqu'ici refusés à tout rapport avec nous. Du palais du sultan tous sont venus à la résidence, et le lien s'est noué. Ils sont rentrés dans leurs tribus disant l'accueil du chérif couronné qui,

sur leurs têtes, avait dit la « fatia », la prière coranique, les présents qu'ils en avaient reçus, les égards dont l'entouraient les chefs français, et d'autres sont revenus, nous apportant leur soumission et résolus à rester avec nous. »

Ce spectacle frappait d'autant plus les indigènes qu'ils avaient le bénéfice d'une liberté religieuse égale à celle de Sidna. En promettant au peuple marocain, réuni à Aïd-el-Kebir, le 28 septembre 1917, « le respect scrupuleux du plein exercice de sa religion, la sauvegarde et l'accroissement de ses biens religieux et des biens privés, le maintien intégral de son statut, de ses coutumes et des habitudes de sa vie quotidienne », le général Lyautey avait pour garants les actes qui depuis cinq ans illustraient son administration. Non seulement le statut personnel de l'indigène, sa propriété immobilière et sa liberté religieuse avaient été rigoureusement protégés, mais le résident général avait favorisé par le développement des *medjless* et des *djemaas* la participation directe et élective des indigènes à la vie administrative. Il n'appartient pas à cette catégorie d'indigénophiles

dont l'archaïsme, figé dans une formule immuable, se refuse à toute évolution. Il a le souci des transitions et des adaptations, mais son esprit ne se refuse à aucun progrès et son principal collaborateur, le colonel Berriau, définissait excellemment, dans une conférence, en mai 1918, le caractère de cette politique :

« L'établissement du Protectorat, un choix meilleur des fonctionnaires, un contrôle plus attentif de leur gestion, ont permis de délivrer la masse des administrés de ce régime d'arbitraire, d'oppression et de violence.

« Mais ce n'est pas tout et notre devoir ne s'arrête pas là. Il nous faut encore donner aux indigènes les moyens d'exprimer par des organes officiels leurs besoins et leurs désirs, de les faire collaborer à nos travaux et de contribuer eux-mêmes à l'amélioration de leurs conditions matérielles.

« A cet effet, le Protectorat vient de créer deux séries d'organes qui assureront la participation de l'indigène à la vie politique et économique du pays.

« Dans le domaine politique et administratif, on a donné aux villes des medjless,

véritables conseils municipaux, qui discutent les intérêts des cités et collaborent à leur administration. Dans les tribus, on a institué les djemaas qui sont, comme vous le savez, des assemblées de notables auxquelles sont reconnues, sous la présidence de leurs caïds, des attributions administratives et parfois juridiques.

« Dans le domaine économique, on a doté les villes de Chambres de commerce où les notables commerçants indigènes pourront discuter leurs intérêts, formuler leurs vœux, et contribuer ainsi à l'essor économique du pays. Dans le même ordre d'idées, les populations rurales sont représentées par les Chambres d'agriculture.

« C'est là une innovation très hardie.

« Je ne crois pas qu'il existe dans nos vieilles colonies une organisation semblable... »



Il n'existe pas non plus une colonie française, ou étrangère, qui ait donné pendant la guerre le spectacle dont le Maroc offrit, à

trois reprises, à la France l'étonnement et la fierté. L'Exposition de Casablanca, en 1915, la Foire de Fez en 1916 et la Foire de Rabat en 1917, achevèrent de donner ses traits à une politique hardie et confiante, qui n'attendait pas de la seule force des armes la sécurité du pays et la tranquillité des esprits. Décidément le Maroc « gardait le sourire ». Tandis qu'il apportait à la métropole, après lui avoir envoyé plus de bataillons qu'elle ne pouvait en attendre, des produits de ravitaillement, et qu'ainsi il concourait à la défense nationale de tous ses efforts et par tous les moyens, le résident général avait le souci de parler le moins possible de la guerre à la masse marocaine et de ne pas créer chez elle une curiosité inutile et dangereuse. Certes, au milieu des deuils qui accablaient le pays et des dangers qui le menaçaient, il en coûtait au général Lyautey de maintenir au Maroc « la façade extérieure de la vie, son décor même et sa représentation ». Mais cette sérénité apparente n'était-elle pas la preuve de notre confiance, et celle à laquelle les indigènes seraient le plus sensibles ? C'était *un geste de guerre*

que le résident général avait fait en décidant l'Exposition de Casablanca et il la qualifia, en l'ouvrant, d'*Exposition de combat.* Aux manœuvres occultes des Allemands qui tentaient d'envelopper le Maroc dans un réseau d'intrigues pour le conduire, le jour venu, jusqu'à la révolte et le détacher de la France, le général Lyautey répondait par une affirmation publique de la puissance de la France et de la tranquillité du Maroc. Il pouvait dire que jamais aucune exposition ne s'était ouverte dans de telles conditions, tandis que le pays protecteur soutenait la plus terrible des guerres et que le pays protégé, gardé aux frontières, luttait, dans des combats presque quotidiens, contre des dissidents farouches, payés et armés par l'ennemi du dehors. En soixante-seize jours, plus de deux cents pavillons avaient dressé une féerie, surgie de terrains vagues où, un an avant, les chasseurs poursuivaient les lièvres. En soixante-deux jours, l'Exposition, ouverte devant El-Hadj-Omar-Tazi, pacha de Casablanca, et El-Hadj-Thami-Glaoui, pacha de Marrakech, vit défiler 120.000 indigènes, venus de partout, des

villes ou du bled, et représentant toutes les classes. Tout le Maroc avait été comme secoué et attiré par une manifestation dont le succès s'était propagé jusque dans les tribus les plus éloignées. Les dissidents eux-mêmes en avaient eu la curiosité. Battu, mais non soumis, un chef redoutable de harkas, Abd es Selam, protégé autrichien de Larache, qui bataillait encore contre nous en juin 1915 dans le nord de notre zone, fit brusquement en septembre des ouvertures au colonel Simon. A la condition de pouvoir visiter l'Exposition de Casablanca, il acceptait toutes les autres conditions qu'il avait refusées obstinément jusque-là. Le général Lyautey eut la bonne grâce et l'esprit politique de recevoir, sur « le grand marché », cet adversaire de la veille qui, depuis, devint notre allié et combattit à nos côtés sur le front de l'Ouergha.

L'année d'après, à la foire de Fez, tenue presque sous les portes de la ville, à quelques kilomètres de la zone du feu, les indigènes affluaient chaque jour par dix ou vingt mille. On voyait au milieu d'eux des Beni-Ouaraïn et des Riata qui appartenaient à des tribus

rebelles de la montagne, mais on y voyait aussi, venus à Fez pour la première fois, des dissidents illustres, ralliés de la veille, tels que le chérif Moulay-Mohamed-Tserroucheni, le chef de guerre Si Saïd ou Mohamed et les délégués de la Zaouïa des Marmoucha d'Almis.

L'Exposition de Casablanca et la Foire de Fez avaient si brillamment réussi qu'on pouvait désespérer de mieux faire. Pourtant, en 1917, Rabat, Rabat la Blanche, eut à son tour sa foire, tenue devant un des plus beaux horizons que ma vie de voyageur insatiable m'ait fait connaître, et qui, matériellement et moralement, éclipsa tout. Elle garda d'ailleurs au milieu des attractions, dont les femmes mêmes du sultan voulurent goûter le charme si nouveau, la décence que la situation de la France commandait. Chacun comprenait ce que l'on avait voulu faire. « Ce que nous faisons ici ? disait le général Lyautey. — Nous voulons une fois de plus faire toucher du doigt à ce peuple qui s'est si complètement et loyalement uni à nous, que, si rude que soit la lutte dans laquelle nous sommes engagés, nous gardons intactes notre puissance et notre

richesse. Ce que nous faisons ici ? — Nous suscitons, pendant une période annuelle, un lieu d'union des cœurs et des activités où tous les Français du Maroc puissent se regarder dans les yeux, se rapprocher les uns des autres et travailler la main dans la main ; un lieu où les Marocains, venus de toutes les extrémités de l'empire, puissent se réunir, se reconnaître, constater les ressources de leur pays, la prospérité et le progrès que nous leur apportons, pour en rapporter l'écho dans leurs tribus les plus lointaines, encourager ainsi celles qui, pour le plus grand nombre déjà, collaborent avec nous, et porter chez les autres, de moins en moins nombreuses, l'encouragement à nous venir et le découragement à nous combattre. »



Le général Lyautey n'aurait pas — et une fois n'eût pas été coutume — exprimé sa pensée tout entière s'il n'avait pas devant les Français, les colons et les indigènes, marqué un autre caractère de l'*Exposition de Combat*

qu'il inaugurait. Il n'eut garde d'y manquer. « Ce que nous faisons ici ? — Vous le savez. Nous combattons le bon combat pour que notre commerce prenne définitivement au Maroc la place qu'il doit y garder et pour que d'autres, vous savez lesquels, la trouvent bien prise. » Ces *autres*, il n'était pas nécessaire de les nommer pour que chacun les reconnût, et chacun aussi comprenait que la bataille du Maroc ne se livrait pas moins sur le terrain économique que sur le terrain politique et militaire. En 1915, à Casablanca, le général Lyautey avait dit :

« Ce que nous avons voulu faire ici, c'est un geste de guerre, parce qu'il nous est vite apparu que cette guerre sans précédent se livrait sur tous les terrains et qu'elle employait toutes les armes. Nous ne nous sommes pas seulement trouvés en face, nos alliés et nous, de la plus meurtrière machine de destruction, mais de l'organisation la plus puissante et la plus généralisée, embrassant tous les domaines, et nous avons compris que c'était dans toutes les manifestations de l'activité humaine qu'il fallait le contrebattre

et cela, sans perdre un instant, sans répit.

» Vous venez de lire les déclarations récentes où notre adversaire proclamait ouvertement et cyniquement son programme, non pas seulement de domination militaire et politique, mais d'asservissement économique, et c'est à ce programme que nous répondons ici, dans ce Maroc, qui a été un des premiers enjeux de cette lutte, en affirmant notre volonté de vivre et de prospérer par nous-mêmes, et de ne pas nous laisser asservir. »

En 1916, à Fez, le résident général exprimait, en d'autres termes, la même pensée, et il dégageait avec force le double caractère de la bataille dans laquelle il conduisait la France à une glorieuse et précieuse victoire :

« Tandis que nos troupes, nos chères, nos braves et admirables troupes, luttent quotidiennement, avec une vaillance et une abnégation qu'on ne connaîtra jamais assez, sur toute la périphérie de notre couverture marocaine, et non seulement la maintiennent inébranlable, mais encore la reportent constamment un peu plus avant, ici, partout, à l'abri de leur protection, se livre le combat des

chantiers, des entreprises commerciales, industrielles et agricoles. Vous connaissez l'adage : « Le pavillon couvre la marchandise. » Vous savez sous quel pavillon s'abritait la marchandise qui prétendait naguère au monopole du marché marocain. Ce pavillon, il est battu, et c'est le nôtre aujourd'hui, nos chères et glorieuses trois couleurs, qui « couvre la marchandise », sans exclure certes aucune des concurrences loyales et amies auxquelles le champ reste largement ouvert... »

L'Allemagne menait depuis des années sur ce champ de bataille une lutte âpre et méthodique, et, sans être loyale, sa concurrence se faisait de plus en plus terrible. Le chiffre de ses ventes s'accroissait d'une façon régulière et trahissait la continuité de ses efforts. De 5.573.861 francs en 1911, il était passé à 13.177.674 francs en 1913. Le premier semestre de 1914 avait atteint 6.252.181 francs, chiffre supérieur pour six mois à celui de l'année 1911 tout entière. Elle ne négligeait rien pour gagner le marché marocain, qu'elle nous disputait avec une énergie disciplinée sur laquelle notre commerce devrait se décider

à prendre enfin exemple. Il me souvient qu'au début de la guerre une revue avait ouvert une enquête sur l'organisation allemande pour la comparer à l'organisation française. Je me refusai à y prendre part, parce qu'on voulait me faire dire, comme à tant d'autres, ce que je ne voulais pas dire, ne le pensant pas, à savoir que nos qualités d'organisation dépassaient celles de l'Allemagne. Passe encore pour nos qualités que, prises en elles-mêmes, je ne crois pas inférieures. Mais il en va tout autrement de l'usage que nous en faisions. Nous n'avions au Maroc ni l'initiative, ni l'audace, ni la forte organisation que l'Allemagne mettait dans ses entreprises industrielles et commerciales. Rien n'est instructif à cet égard comme l'effort fait par la *Marrokko Mannesmann C^o^* pour accaparer économiquement le Maroc. J'ai sous les yeux des dossiers où cette action est étudiée avec une minutie qui ne laisse rien dans l'ombre. J'en extrais quelques points de faits essentiels.

En 1912, la M. M. C. était une société à responsabilité limitée ; au mois de mai 1914,

trois mois avant la guerre, elle se transformait en une société par actions au capital de trois millions de francs. Son principal établissement se trouvait à Hambourg, son siège social à Casablanca. Elle avait au Maroc comme succursales : Casablanca, Fedalah, Fez, Marrakech, Médina, Marrakech-Mellah, Mazagan, Mogador, Saffi, Soc Djuma et Tanger, auxquelles se trouvaient affiliés de nombreux comptoirs : Tétouan, Azila, Melilla, Ceuta, Larache, El Ksar, Meknès, Oudjda, Rabat, Mehedia, Sefrou. N'ai-je pas raison de penser que cette seule énumération a déjà la force d'une démonstration ? Les principales succursales avaient à leur tête un personnel allemand et partout il remplaçait, dès que les circonstances le permettaient, le personnel indigène. De nombreux voyageurs parcouraient le Maroc pour le compte de la compagnie. Autour de la M. M. C. s'étaient constitués un *syndicat minier* qui visait l'accaparement de la zone espagnole, et la *Marokko Export C°*, qui se proposait l'achat des forêts de chêne-liège. La M. M. C. pratiquait principalement le commerce de commission, dont

elle avait le plus souvent la représentation exclusive, qui avait pour objet l'importation au Maroc des marchandises allemandes. Le nombre des maisons représentées était très grand et il va de soi que toutes les marchandises susceptibles d'être vendues au Maroc entraient dans la combinaison. C'étaient des compagnies allemandes ou autrichiennes qui effectuaient le transport. La société n'avait pas d'ailleurs un objet rigoureusement limité et ses statuts dévoilaient le plan de la vaste entreprise qu'elle projetait. « La société a pour objet les opérations, *ainsi que les entreprises agricoles et industrielles, particulièrement au Maroc. La Société peut également s'intéresser à d'autres entreprises quelconques, ou entreprendre elle-même.* »

De même que la maison Karl Ficke, la Compagnie Mannesmann associait à ses combinaisons industrielles, commerciales et économiques le souci constant d'une action allemande. Elle attendait des indigènes auxquels elle faisait appel plus d'influence que de compétence et elle voyait moins en eux des commis commerciaux que des agents politiques.

Elle tendait surtout à augmenter par ce moyen le nombre de ses *censaux*.

Les censaux étaient les auxiliaires indigènes des commerçants étrangers qui jouissaient au Maroc du privilège des Capitulations. Tels que leurs patrons, et sur leur désignation, les censaux échappaient à la juridiction locale et ne relevaient que de la juridiction des consuls sur les registres desquels ces patrons étaient inscrits. Tant que les commerçants étrangers étaient les seuls à réclamer le bénéfice de la protection consulaire, il y avait des raisons sérieuses à faire valoir pour la leur accorder, surtout dans les temps troublés où l'administration et la justice chérifiennes n'offraient pas les garanties d'autorité et d'impartialité nécessaires. S'il y avait des abus, le nombre en était restreint. Avec l'extension de la protection aux censaux, le nombre en devenait illimité. Il y avait bien eu en 1880 une convention internationale qui, pour remédier à un mal grandissant et intolérable, avait fixé à deux par maison le nombre des censaux, mais, au Maroc comme en Europe, l'Allemagne pratiquait en matière

de traités, avant de l'avoir publiquement avouée, la théorie du *chiffon de papier*. Elle agréait et elle protégeait des censaux au delà de la quantité que la convention de 1880 lui accordait. Elle les choisissait avec soin et elle n'hésitait pas à changer ceux qui avaient cessé de plaire ou de servir. La direction de Hambourg recommandait en octobre 1913 à un de ses correspondants de remplacer les censaux « qui n'auraient pas rempli les conditions que nous sommes en droit d'exiger ». Toutes ces conditions n'étaient pas de l'ordre commercial. L'Allemagne n'avait pas hésité en effet, même depuis le traité du 4 novembre 1911, à étendre, en dehors même des auxiliaires indigènes de ses maisons de commerce, le privilège de l'exterritorialité à des indigènes non commerçants, mais connus pour leur hostilité contre la France. Les Mannesmann accablaient leurs consuls sous des demandes dont ils n'attendaient pas toujours l'instruction et le règlement pour transformer en censaux des chefs rebelles dont ils voulaient exploiter contre nous les ressentiments ou les ambitions. Ne vit-on pas, en 1913, « Robert

Mannesmann, dans la région de Saffi, distribuer, de son propre chef, des patentes de protection aux Oulad Bou Aziz, aux Chaouna et aux Oulad Maadra, et son frère Otto envoyer, le 20 novembre de la même année, une carte de censal à Abdullah-Ben-Brahim, chef des contingents du Tiout au service du rebelle Mohammed-Hiba ? » On pourrait douter de ces faits, qui révèlent tant d'audacieux cynisme, s'ils n'étaient affirmés dans son livre sur *la Politique marocaine de l'Allemagne* par Louis Maurice, un pseudonyme qui abrite le nom d'un diplomate distingué dont les renseignements ont été puisés aux sources les plus sûres.

Ainsi secondés par leurs commis voyageurs et par leurs censaux, ceux-là affectés à l'action commerciale, ceux-ci employés à l'espionnage et à l'action politique, les Mannesmann s'ingéniaient à inonder le marché marocain de l'*universalité* des produits allemands, ou autrichiens, qui pouvaient y trouver leur emploi. Sera-t-on étonné qu'ils eussent recours aux procédés habituels en Allemagne pour démarquer les produits français auxquels ils

voulaient faire concurrence ? Je prie qu'on me croie sur parole : j'ai dépouillé là-dessus des dossiers suggestifs. Qu'on me croie aussi si j'affirme que l'emprise allemande a rencontré trop souvent des concours imprévus et faits pour surprendre. Les administrations françaises au Maroc ne se sont pas toutes fait scrupule d'adresser parfois à des maisons allemandes des commandes qui auraient pu et dû prendre une autre direction. Ajouterai-je que certaines maisons françaises de la métropole choisissaient d'une façon singulière leurs représentants au Maroc ? J'en sais une, et des plus connues, qui avait pour agent à Tanger l'interprète de la légation d'Allemagne, dont la déclaration de guerre provoqua le brusque départ pour un port espagnol !

La guerre a dissous le *Marokko Mannesmann C°* : elle a mis fin à ses manœuvres et à ses affaires. Il dépend de l'administration du Protectorat, libérée par le traité de paix, qu'elle ne reprenne plus ses manœuvres, et il dépend du commerce français, qui ne peut que gagner à s'organiser méthodiquement,

d'interdire à l'industrie et au commerce allemands de rentrer au Maroc, même par la porte espagnole. La France occupe le premier rang parmi les nations qui sont en relations commerciales avec le Maroc. En 1917, sur un chiffre global d'échanges qui s'élevait à 386.238.618 francs, elle comptait pour 272.757.969 francs. La progression a été continue. En 1912, nos importations et exportations représentaient 43,37 p. 100 du total ; 59,53 p. 100, en 1913 ; 61,48 p. 100, en 1914 ; 65,93 p. 100, en 1915 ; 70,67 p. 100 en 1916 ; 70,62 p. 100, en 1917. Ces chiffres donnent raison à l'optimisme que le général Lyautey manifestait à la Foire de Fez en 1916. Le pavillon français a remporté au Maroc sur le terrain économique la même victoire que le drapeau français a gagnée dans l'action militaire sur l'Allemagne. Mais il ne suffit pas de vaincre : il faut savoir profiter de la victoire.

***

Le général Lyautey n'a pas besoin, pour profiter de la victoire et pour en développer

les avantages, du conseil qu'Annibal, amolli par les délices de Capoue, dédaigna dans la bouche de l'un de ses lieutenants. En guerre sur son propre sol avant les hostilités qui déchirèrent l'Europe, il sut faire la guerre. Mais, pendant qu'il faisait la guerre, il préparait la paix par une politique dont la hardiesse était la forme d'une sagesse réfléchie et prévoyante. S'il eut, dès les premiers jours de 1914, le courage de dire qu'au Maroc « la séance continuait », le résident général comprit que jamais il n'avait été plus nécessaire de poursuivre, malgré toutes les difficultés, le plan de travaux déjà dressé et commencé. La bataille économique engagée au Maroc, qui n'était sous un autre aspect que la prolongation de la bataille militaire et de la défense politique, fut gagnée par l'exécution d'un vaste programme de travaux publics. Ce n'était pas seulement, comme je l'ai dit, le moyen de détourner la masse indigène des tentations que lui offrait la dissidence ; c'était la façon la plus habile et la plus probante de témoigner notre confiance dans l'issue de la guerre. C'était une nécessité

vitale. L'action économique compensait l'insuffisance des effectifs. Le général Lyautey avait dit : « Tout nouveau chantier ouvert vaut un bataillon », et cette heureuse formule avait gagné les esprits, animé les cœurs et exalté toutes les espérances. Je ne crois pas qu'on conduise encore les hommes par des mots. Les mots ne valent que par les idées, bonnes ou mauvaises, justes ou fausses, dont ils sont l'expression. Il en est des mots comme des drapeaux : les hommes ne s'y attachent qu'en proportion de l'idéal qu'ils renferment. Au mérite de frapper l'imagination par sa forme pittoresque, la formule du général Lyautey ajoutait la force entraînante d'une pensée profonde. Elle n'était pas un aphorisme : elle était un programme. Tout le Maroc, avide de travail, s'y rallia et en fit une réalité.

Les administrations publiques lui donnèrent l'exemple. Avec le général Lyautey, il faut comprendre et il faut obéir. Il a la routine en horreur, et les lenteurs administratives, et les solutions toutes faites. Rien ne répugne plus à son tempérament d'action que l'uniformité

d'un règlement figé, apte à tout et propre à rien. Homme d'initiative, il provoque chez ses subordonnés les initiatives, et il les encourage.

Je ne sais rien de plus caractéristique à cet égard que la lettre d'envoi aux commandants de subdivision et de territoire d'une circulaire du 9 novembre 1917 pour leur recommander l'organisation dans chaque poste où se trouve un effectif européen, si réduit qu'il soit, d'un lieu de réunion, de lecture et de repos pour la troupe et pour les sous-officiers.

« En vous envoyant la note-circulaire ci-jointe, j'appelle sur elle votre particulière attention. Ce que je demande, c'est qu'elle ne tombe pas dans le gouffre des circulaires qu'on lit, qu'on classe et dont on ne s'occupe plus, ou mollement. Je demande aussi qu'elle ne se trouve pas paralysée par l'automatisme des transmissions hiérarchiques et de l'esprit administratif, mais que cela devienne quelque chose de vivant, de personnel, de souple, et d'essentiellement variable selon les gens, les lieux et les modalités, et qu'avant tout, cela ne tombe pas dans le domaine des projets,

avant-projets, états T, modèles-types, et gabarits. Je demande aux commandants de la région de s'y intéresser comme moi-même, de prendre la chose à cœur, et de vraiment intéresser chacun, de haut en bas, à la réalisation la plus pratique, la plus simple et la plus rapide. »

Voilà certes une façon de commander et d'administrer dont je doute qu'il soit possible de trouver l'équivalent dans une administration de la métropole. La circulaire elle-même était écrite du même ton. Elle excluait avec vigueur les constructions à longue échéance, les projets grandioses et une lente recherche du mieux où trop souvent le bien hésite et échoue. Elle faisait appel à la *volonté des commandants* : « Ce qui importe, c'est qu'ils *veuillent* », et elle contenait un passage digne d'être donné en exemple à des administrations que l'Europe a fini par ne pas nous envier :

« Le moyen pratique d'aboutir, c'est de charger de ces installations, dans chaque place, camp ou poste, un personnel spécial, un officier, un sous-officier, un homme de

troupe non pas quelconques, mais particulièrement dégourdis, ayant le goût et le sens des installations. Ils existent toujours, il s'agit de les trouver, de leur laisser beaucoup d'initiative en tirant parti de l'esprit d'émulation, de l'amour-propre et du désir de faire œuvre personnelle qui sont toujours le meilleur stimulant de toute réalisation que glace et paralyse l'action administrative et hiérarchique. »

Je pensais à cette circulaire un matin du mois de mai tandis que le général Lyautey m'entraînait, dans le tourbillon d'une visite rapide, au milieu des travaux achevés, commencés ou projetés de la petite ville de Kenitra, située dans la boucle du Sebou, le grand fleuve du Maroc, à 17 kilomètres de son embouchure. Il y a six ans il n'y avait que la Kasbah : aujourd'hui il y a une ville de 6.000 habitants, 14.000 mètres de rues, des villas, des jardins, des édifices publics, une gare, un port. La gare a transporté en 1916 et en 1917 29.000 voyageurs : elle a reçu ou expédié pendant ces deux mêmes années réunies 20.744.370 tonnes. Le mouvement

commercial du port de 1913 à 1917, soit durant cinq ans, au cours desquels la barre a été impraticable pendant 358 jours, a été de 114.833 tonnes, représentant en francs une valeur de près de 67 millions. Pour une ville construite depuis six ans et inachevée, qui donne encore l'impression d'un chantier dispersé, j'ose dire que ce n'est vraiment pas mal et je n'ai pas été tenté de reprocher au général Lyautey la fierté paternelle avec laquelle il m'en faisait — un peu trop rapidement — les honneurs. J'imagine qu'il ne s'est pas attardé « aux projets, avant-projets, états T, modèles-types et gabarits ». Il a voulu, il a agi, il a réussi.

C'est un grand constructeur de villes que le général Lyautey. Ancien collaborateur du général Gallieni au Tonkin et à Madagascar, il a, pour l'initiative, pour la méthode et pour l'action — j'ajoute : pour la réussite — de qui tenir. Il envoyait de Langson le 9 février 1895 une lettre encore inédite qui donne une juste idée de sa façon de voir, de comprendre et d'écrire.

« Sensations d'Amérique — une ville naît — sur le sol nu, les avenues sont tracées sur un vaste plan ; — les premiers travaux datent de quatre mois, du début de la bonne saison, seule favorable aux travaux ; et une cinquantaine de maisons s'élèvent déjà, à mi-étage, suivant un tracé rectiligne, américain. Au milieu, la future résidence du colonel (Gallieni), presque un palais, conçue pour affirmer la puissance française. Le quartier indigène bordait le fleuve, quartier de paillottes et de torchis ; le colonel, par mesure de sécurité, de police et d'aspect, ne veut plus que des briques et des tuiles — le moyen est simple ; il fait éventrer ce ramassis, y trace ses rues, puis il jette par terre tout un secteur, en laissant bien le terrain aux propriétaires, mais sous la réserve qu'avant quinze jours ils auront recommencé, sur l'emplacement de leur paillotte de la veille, une construction définitive en briques, charpente et tuiles. Dame, le colonel veut faire surgir en deux ans de la broussaille une ville de pierre, de fer, avec lumière électrique, quais, promenades ; il l'aura.

« J'ai assisté hier à une de ces opérations ; c'est au moins pittoresque. Déjà les secteurs A et B sont à l'ordonnance, les anciens propriétaires ont trouvé le nécessaire pour faire les maisons exigées, et une fois leur parti pris, ils ont mis de l'entrain et leur goût personnel, et c'est resté très indigène et amusant tout en devenant maçonnerie. Cette fois, c'était le tour du secteur C ; les habitants prévenus depuis huit jours avaient déménagé et ont installé des campements sur le terrain vague d'en face. Voici un tailleur avec sa machine à coudre, installé sous un abri de paillassons et de boîtes de farine, à côté d'un gargotier qui a refait en plein vent tout son étalage. La pioche a été mise ce matin, et les deux tiers du secteur sont par terre, et déjà aujourd'hui sur le terrain à peine déblayé on voit les indigènes commencer leurs fondations en briques.

« Nous passons avec l'officier chancelier ; il accroche un Chinois : « C'est toi qui vas être content d'avoir une belle maison en pierre au lieu de ta sale cagna en paillotte. » Tout ceci qui doit vous sembler un peu expéditif est absolument justifié. Depuis des siècles,

ce peuple frontière est opprimé de la façon la plus draconienne tantôt par les mandarins chinois, tantôt par les mandarins annamites ou par les pirates de l'un et l'autre habit ; on leur prenait tout, c'est bien simple, argent, marchandises, femmes, avec un régime de coups de bâtons à l'appui.

« L'autorité ne leur est jamais apparue que sous la forme immédiatement impérative. Le parlementarisme et le formalisme administratif leur échappent totalement, et si l'on avait procédé par expropriation légale, enquête *de commodo et incommodo*, voies d'affiches, temps de pourvoi, etc., les intéressés auraient trouvé cela incompréhensible, ennuyeux, et surtout faible. Ils comparent encore avec le passé et trouvent, en somme, que puisque le grand mandarin français veut une ville, il est encore bien bon de leur laisser le terrain et de ne pas se payer chaque matin une récréation d'une heure en coups de rotin sur leur dos, histoire de rire ; c'était l'apéritif des mandarins.

« Et vraiment ça surgit de terre, il y a là une intensité de création et d'activité em-

poignante. On entend le sifflet du chemin de fer. Il vient déjà deux trains par jour ; entre les tracés des avenues ce ne sont que charpentes métalliques, fours à chaux, fosses à pisé, briqueteries ; et rien n'était intéressant comme d'accompagner ce soir le colonel dans sa tournée de propriétaire, suivi de deux ou trois agents, garde d'artillerie, officier, chancelier, commissaires de police qui sont des ministres, comptant les briques de la journée, plantant sa canne dans le pisé, harcelant l'un, complimentant l'autre, voyant tout, notant tout, puis achevant sa tournée par la ronde des blockhauss de protection à deux kilomètres de la ville, interrogeant le *lihn-co* de garde, comptant les hommes et chemin faisant m'entretenant de ses projets ; une jumenterie qu'il veut faire dans ces anciennes rizières, le général Sou lui a promis des poulinières ; plus loin un jardin botanique pour acclimater et essayer des essences de France ; ici une chute d'eau de deux mètres qui donnera l'électricité l'an prochain, etc., etc... Son cerveau est en constante genèse, et vraiment, à regarder simplement ce qui en un an

est sorti de son coup de baguette, on croit tout possible.

« Ce matin, il a eu une joie : un mandarin de Lang-Tchéou est arrivé dans sa chaise laquée verte pour voir *de visu* le chemin de fer, l'arrivée du train, toucher et comprendre. Sur-le-champ, pendant sa visite, les lettrés ont été attelés à lui rédiger en « caractères » une explication détaillée, et une dépêche partie pour Hanoï a demandé qu'on tirât immédiatement à cent exemplaires en chinois, les horaires, tarifs, etc. Ce dont il s'agit, en effet, c'est de détourner sur le nouveau chemin de fer le transit de 10.000 tonnes de filés de coton qui représentent la consommation normale de Lang-Tchéou et arrivent actuellement par Hong-Kong voie anglaise.

« Ce dont, en dehors des résultats pratiques, je jouis en dilettante, c'est de constater ce magnifique spécimen d'homme complet, de voir réalisé ce type de chef absolu, soldat et administrateur, rustique et cérébral, de toucher à un homme qui, pour avoir un habit catégorisé, ne se croit pas forcément parqué dans le 2 novembre 33 et développe, à travers

la vie, sans entraves, son entière personnalité. Et ce qui est très intéressant aussi, ce sont les hostilités. Pour les colonels du modèle habituel, c'est un fumiste et un agité ; les corrects bureaux de l'état-major d'Hanoï se voilent la face chaque fois qu'il saute à pieds joints par-dessus le filet des circulaires, chaque fois qu'il s'étonne au bout d'un mois de n'avoir pas de réponse à une question qui peut se résoudre d'un coup de télégraphe. On lui répond que « la question est à l'étude » ; j'ai même dû parfois lui rédiger cette formule ; lui s'en tord, et quand la question lui revient étudiée, il y a beau temps qu'il l'a résolue. Enfin, ici même, à côté des officiers enthousiastes, passionnés, qui le bénissent d'avoir rempli leur vie, donné un aliment à leur activité, une fonction à leurs organes, un objectif à leurs facultés, de les avoir sortis, en décuplant leur rôle, de la dépression morbide de la lourde vie des postes, il y a les indignés qui déclarent que si on leur a appris à commander l'exercice ce n'est pas pour être maires, architectes, ingénieurs. A côté des Grandmaison qui donnent à plein collier, il y a tous les

caporaux dont le chœur clame : « Il nous embête ! » Il le sait, s'en moque. Et comme l'égotisme ne perd jamais ses droits, je me lèche d'entendre user contre ce grand entraîneurs des mêmes clichés que contre mes humbles essais de jadis. Toutes initiatives ont même sort et mêmes ennemis. Et puis cet homme qui a guerroyé sous tous les ciels, manié la troupe à tous les grades, croit lui aussi à l'évolution nécessaire du rôle de l'officier. Il voudrait quelques piastres de plus pour faire ici une salle de lecture et semer sa citadelle de jeux et de jardins. Son expérience vaut pourtant bien celle des adjudants-majors de France, et j'ai donc raison !

« Mais, comme il connaît son monde : Voyez-vous, me dit-il, en exposant ses plans, ses plans du Langson à venir, ses larges idées de relations commerciales avec la Chine, sa conception de l'organisation définitive de ce pays ; voyez-vous, je vous dis cela, mais je me garde bien de le leur dire à Hanoï, je les épouvanterais et l'on m'arrêterait net. Le fonctionnaire français, général ou préfet, ne craint qu'une chose, les idées générales et les

vues à longue portée, je leur sers donc des plats pour leur estomac, je leur rapetisse tout ce que je fais, j'avance en cachette, en louvoyant, en atténuant toujours la portée des choses, en donnant comme mesures de simple police, de détails, de rectification de commune, mes actes les plus osés et en somme les plus révolutionnaires, et alors ça passe. Est-ce assez cela et conforme à la consigne générale de frousse, de timidité, de petit bout de la lorgnette. Et pourtant, j'ai la conviction qu'on pourrait tout oser et parler clair. Mais dame, il faudrait rompre en visière à toute la hiérarchie, violer toutes les règles étouffantes que notre fausse conception de la discipline a laissées s'établir, ne pas craindre d'y laisser ses galons et sa carrière régulière et crier carrément par le livre, le journal, le forum... »

Est-ce seulement au colonel Gallieni que ressemble ce portrait si vivant, si coloré, tumultueux et fait de verve ? J'y retrouve de nombreux traits auxquels le commandant Lyautey ne ressemblait pas moins et qui, accentués depuis vingt-quatre ans, rendent avec un relief saisissant la physionomie du

résident général de la France au Maroc. Oui, vraiment, en lisant ces lignes si crues et si pleines, où se révèlent l'homme d'action et l'écrivain — un écrivain dont l'Académie sera encore plus fière quand toute sa correspondance sera connue — je me représente autant que le général Gallieni celui qui fut son élève préféré, son ami, son continuateur. Je revois sur son champ d'action, au milieu « des résultats pratiques », qui attestent la vigueur et la varité de son œuvre, ce « magnifique specimen d'homme complet «, ce « type de chef absolu, soldat et administrateur, qui développe à travers la vie, sans entraves, son entière personnalité ». Je suis repris, à la réflexion et à distance, par « l'intensité de création et d'activité » qui, là-bas, m'avait « empoigné » si fortement. Et je salue d'un même hommage d'admiration et de gratitude ces deux grands serviteurs de la France qui l'ont enrichie, par une administration pacifique dont aucun colonial anglais n'a dépassé le modèle, du Tonkin, de Madagascar et du Maroc.

S'il n'a pas été « parqué dans le 2 novem-

bre 33 », qui veut dire le règlement militaire sur le service intérieur, le général Lyautey, constructeur des villes marocaines, a pourtant connu des « entraves » dont le général Gallieni avait secoué la chaîne. Respectueux de la souveraineté du sultan et du droit de propriété soit du Maghzen, soit des particuliers, il a établi, par une série de *dahirs*, une législation sur l'aménagement des villes et de l'expropriation dont le préambule de celui du 20 Djoumada El Oula 1332 (16 avril 1914), fixe poétiquement l'intention et l'objet :

Louange à Dieu seul !

A nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes, — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur !

Que notre Majesté Chérifienne,

Considérant que les villes de Notre Empire ne cessent de se développer et qu'il est nécessaire de réglementer ce développement dans l'intérêt de l'esthétique, de l'hygiène, de la sécurité publique et de la circulation :

A décrété ce qui suit...

Ce qui suit, cette législation originale et souple, qui a créé en 1914, pour le Maroc, un

droit nouveau emprunté aux meilleurs textes et aux plus récents de nombreux pays, mériterait d'être étudié en détail. Je m'y refuse, mais à regret, pour ne pas déborder le cadre d'une brochure dont l'objet doit forcément se limiter et ne pas se charger d'une technicité un peu abrupte. Mais je ne peux me dispenser de dire le souci esthétique avec lequel le général Lyautey a préservé les villes indigènes à Rabat, à Marrakech, à Meknès, à Fez. Grâce à lui, grâce à son goût éclairé des belles choses, elles sont intactes et elles resteront inviolables, avec leur caractère propre, leur vie particulière et les chefs-d'œuvre d'art qu'elles renferment. Le Maroc est heureusement et définitivement protégé contre les « embellissements » qui ont ravagé et déshonoré Alger. C'est un grand service que le résident général, venu à temps, a pu rendre à tant de merveilles dont mes yeux restent éblouis.

***

Murs, ville
Et port,
Asile de mort,
Mer grise
Où brise
La brise,
Tout dort.

Ces vers du poète des *Orientales* ne s'appliquent pas au Maroc. Le Moghreb ne dort pas, la mer n'y est pas grise, ses murs, ses villes et ses ports ont l'animation d'un réveil coloré, bruyant et actif ; au lieu des « Djinns funèbres, fils du trépas », c'est une fée bienfaisante qui a répandu dans l'empire chérifien le mouvement, l'ordre et la vie. Partout au Maroc, les villes, les ports, les écoles, les hôpitaux se développent. La « séance a continué » et la bataille est gagnée. Il s'en faut certes que tout soit parfait, achevé, définitif, et que l'œuvre n'ait pas ses fissures ou ses lacunes. Mais qui les connaît aussi bien que le général Lyautey ? A propos de certaines attaques

dont l'absence de mesure n'était pas faite pour servir l'intérêt français, il me disait un jour : « Je sais bien tout ce qui manque, et nul ne pourrait mieux m'interpeller que je ne le ferais moi-même. Mais Paris ne s'est pas bâti en un jour, et tient-on compte des difficultés que la guerre m'a créées ? »

Ceux qui savent en tiennent compte. Sur sept ans d'une administration heureusement continuée pendant quelques mois par l'habile intérim du général Gouraud, le général Lyautey a subi, sans parler de sa guerre propre, quatre ans d'une guerre continentale qui a, de toutes façons, pesé lourdement sur le Maroc. Combien de projets ont été ajournés, diminués ou sacrifiés ! Avec la paix tout va reprendre et se développer, refleurir et revivre. L'heure est venue d'un plus grand libéralisme et d'une place plus large faite à la représentation élective. Nul ne comprend et n'admet mieux que le résident général cette nécessité.

Aidé par une femme admirable, dont seule une discrétion respectueuse m'interdit de louer en détail l'œuvre bienfaisante, qui lui

vaut la gratitude publique et une émouvante popularité, le général Lyautey a le *sens social.* Si tout dans notre temps ne lui plaît pas au même degré, il n'en est pas moins de son temps, qu'il sait comprendre, et de son pays, qu'il a servi superbement. Le Maroc est son œuvre et c'est lui, vraiment, qui l'a donné à la France. Quand la France saura tout le prix de cette conquête, elle appréciera la contribution magnifique que la bataille du Maroc a apportée à sa victoire. Elle saura aussi que la libération du Maroc, arraché à l'emprise allemande et dégagé des entraves du traité de 1910, est une des clauses les plus heureuses, dont les conséquences peuvent à peine se mesurer, du traité du 28 juin 1919. Le Maroc est, pour tout dire, l'un des plus importants facteurs de l'avenir de la France.

TABLE DES MATIÈRES



IMPRIMERIE
F. PAILLART
ABBEVILLE





